

Numéro 172 du 30 avril 1984 - 12FF - 85FB - 4FS

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

DOSSIER IMMIGRES



PORTUGAL



Il y a dix ans, la chute de la dictature

GRANDE-BRETAGNE

Le gouvernement Thatcher confronté
à la grève des mineurs

Sommaire du numéro 172 du 30 avril 1984

- ### 3 GRANDE-BRETAGNE Les mineurs contre la politique de Margaret Thatcher Steve ROBERTS

***** DOSSIER IMMIGRÉS *****

- | | | | |
|---------------|------------|--|----------------------|
| 7 | EUROPE | 13 millions d'exilés | — |
| 8 | FRANCE | La lutte contre le racisme et pour l'égalité des droits | Hélène VIKEN |
| 11 | RFA | Oui à l'emploi, non aux lois anti-immigrés | Friedrich MUEHLEISEN |
| 14 | SUISSE | Contrôle serré de l'immigration et chauvinisme du mouvement ouvrier suisse | Urs FAUCHER |
| ***** * ***** | | | |
| 17 | PORTUGAL | Il y a dix ans, la chute de la dictature | Francisco LOUÇA |
| 25 | LES NOTRES | Pierre Frank est mort, une génération de combattants révolutionnaires s'éteint | Ernest MANDEL |
| 27 | — | Biographie de Pierre Frank ; déclaration de la LCR et du Secrétariat unifié de la IVE Internationale | DOCUMENTS |
| 28 | FRANCE | Kowalewski ne sera pas expulsé ! | « INPRECOR » |

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVE Internationale.

ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros,
pour tous pays. 250 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF. Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF.

Pli fermé : France : 375 FF. Tous les autres pays (par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

[illegible]

Numéro et Rue _____

Commune _____

[illegible]Réabonnement ☐Abonnement ☐

Inprecor, revue bimensuelle éditée par Presse-Edition-Communication (PEC).

Administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Directeur de publication : Robert March. Gérant : Jacques Girma.

Commission paritaire numéro 59117. ISSN 1 0294 - 8516. Imprimé par Rotographie.

Le gouvernement Thatcher confronté à la grève des mineurs

LES enjeux politiques impliqués par la grève des mineurs de Grande-Bretagne ont atteint un niveau encore supérieur depuis qu'à été écrit l'article que nous publions ci-dessous. Le 12 avril, la direction du Syndicat national des mineurs (NUM) s'est réunie à Sheffield et a décidé, sur l'avis de son président Arthur Scargill, de rejeter la demande de l'aile droite du syndicat que soit organisé un vote national sur la grève, et de poursuivre la lutte entreprise par 80 % des membres du syndicat. Une conférence des délégués de la base du NUM a été convoquée le jeudi 19 avril pour discuter ces propositions de la direction. Cela porte un coup aux espoirs du gouvernement conservateur, qui pensait voir la grève s'effondrer à cause de l'opposition existant au sein du syndicat de la part de certains de ses organismes régionaux, comme celui de Nottingham. Des sondages d'opinion, effectués par des journaux parmi les mineurs, montrent que le soutien à la grève s'accroît et reconnaissent que 68 % des mineurs interrogés se prononcent en sa faveur.

La seule alternative qui reste donc au gouvernement de Margaret Thatcher est d'accroître de façon importante la répression policière, l'utilisation des tribunaux, et même l'appel à l'armée, à la fois contre les mineurs et contre le

Syndicat des travailleurs des transports et des travailleurs non qualifiés (TGWU), de gauche, qui apporte sa solidarité à la grève en refusant tout transport de charbon. Le gouvernement a créé un « cabinet de guerre » pour coordonner ces mesures.

La décision prise à Sheffield marque également une défaite pour Neil Kinnock, le nouveau dirigeant (leader) du groupe travailliste au Parlement, qui avait essayé d'obtenir d'Arthur Scargill l'organisation du vote sur la grève, par des manœuvres en coulisses. Neil Kinnock n'a pas soutenu les mineurs. Il en résulte que Tony Benn est redevenu le dirigeant incontesté de l'aile gauche, renaissante, du Parti travailliste.

La grève des mineurs est en train de refaçonner les données de la situation politique en Grande-Bretagne, en particulier au sein du mouvement ouvrier. Si les mineurs obtiennent un résultat qu'ils considèrent comme une victoire, cela portera un coup sévère au gouvernement conservateur, en dépit de son énorme majorité parlementaire. Si les mineurs perdent, Thatcher pourra faire appliquer toute une série de nouvelles lois anti-ouvrières qui s'attaqueront aux droits obtenus par des décennies de lutte des travailleurs britanniques.

Steve ROBERTS

La grève des mineurs a commencé le 12 mars et, à l'orée de sa troisième semaine, l'activité est arrêtée dans les trois-quarts des puits qui dépendent du NCB (Office national du charbon), organisme qui gère l'industrie minière du fond, qui est presque entièrement nationalisée, soit 176 puits qui emploient 120 000 des 183 000 travailleurs de cette industrie.

Cette grève a commencé dans la région minière la plus importante de Grande-Bretagne, le Sud-Yorkshire, à la suite de l'annonce faite par Ian McGregor, le président du NCB, de la fermeture de 20 puits dans l'année à venir, assortie de la perte de 20 000 emplois et d'une augmentation de salaire de seulement 5,2 %. Le point d'explosion immédiat fut la houillère de Cortonwood, dans le Sud-Yorkshire, qui a reçu un avis de fermeture dans le mois, sans aucune consultation avec les représentants des syndicats. Plus de 27 000 emplois ont déjà été perdus par la fermeture de 36 puits entre 1979 et 1983.

Arthur Scargill, président du Syndicat des mineurs et membre de l'aile gauche du TUC (confédération syndicale largement majoritaire), avait averti, en son temps, dans une déclaration qui fut largement tournée en ridicule à l'époque, que le NCB avait l'intention de fermer 95 puits au total. Aujourd'hui, les commentateurs concèdent qu'il avait probablement raison.

Les fermetures massives des puits sont une part essentielle de la stratégie du Parti conservateur (Tory). Le syndicat des

mineurs avait affronté victorieusement la politique des conservateurs, en 1972 et en 1974. Cette dernière grève avait même entraîné, à terme, la chute du gouvernement d'Edward Heath. Retourné dans l'opposition, ce parti, sous la nouvelle direction de Margaret Thatcher, évalua soigneusement le bilan de cette expérience. Le résultat de cette réflexion fut le rapport Ridley — du nom de l'actuel ministre des Transports. Ce document confidentiel considérait que le problème politico-économique principal qui se poserait à un nouveau gouvernement conservateur serait celui que représentait l'existence d'un large secteur public et nationalisé, un problème politique dans la mesure où les travailleurs y sont très fortement organisés. Au premier rang de la liste des opposants potentiels aux conservateurs, on trouve en effet les travailleurs de la firme nationalisée British Leyland, les cheminots, les employés du Service des eaux et, bien sûr, les mineurs. Sur le plan économique, le secteur public est soumis à un traitement spécial à cause de la décision qui a été prise de supprimer les secteurs nationalisés non rentables et d'ouvrir au capital privé — qui recherche de nouvelles perspectives d'accumulation, dans les conditions de crise actuelle —, ceux qui sont rentables.

La stratégie finalement adoptée fut d'entreprendre un vaste programme de fermeture d'entreprises dans certains secteurs, comme la sidérurgie, les chemins de fer et le charbon, de privatisation et d'abolition du monopole étatique dans des secteurs en expansion, comme les

télécommunications, et d'établissement de contrats de service entre les hôpitaux et les municipalités d'une part, et des firmes privées de l'autre.

Le même rapport donnait un avis tranchant, à la fois sur la nécessité de renforcer les possibilités d'intervention policière et sur celle de donner aux tribunaux des pouvoirs légaux suffisants pour rendre illégale toute riposte efficace. Ne laissant cependant rien au hasard, le rapport était d'avis qu'il fallait s'attaquer en priorité aux secteurs les plus faibles, l'acier, British Leyland, les conducteurs de train, et accorder dans un premier temps des concessions à des secteurs plus forts, comme le Service des eaux ou les Mines, pour les affronter seulement ensuite directement.

Ce fut le plan de bataille appliqué par Thatcher après son élection en 1979. Les travailleurs de British Leyland subirent une série d'attaques qui décimèrent la base des organisations syndicales dans des usines comme Longbridge à Birmingham et Cowley à Oxford. La défaite des sidérurgistes, en 1980, signifiait que 100 000 travailleurs allaient perdre leur emploi. Les syndicats de fonctionnaires concédèrent une humiliante défaite en 1982, qui déboucha sur la remise en cause du principe même de la syndicalisation dans l'appareil d'Etat. C'est maintenant au tour des mineurs et de l'industrie charbonnière.

L'industrie charbonnière britannique est la plus importante de la Communauté économique européenne (CEE), avec celle d'Allemagne de l'Ouest. Comme toutes les industries de ce secteur en Eu-

rope, elles sont vouées à la ruine. C'est Ian McGregor, un homme d'affaires canado-écossais, qu'on a été chercher dans les conseils d'administration d'Amérique du Nord pour mettre en œuvre une impitoyable opération de liquidation de l'industrie sidérurgique britannique. Ayant largement rempli les objectifs des conservateurs dans ce secteur, il fut chargé du même type d'opération dans les mines de charbon.

La stratégie de McGregor, en ce qui concerne les mines, a consisté à supprimer les subventions à cette industrie, à clore les puits non rentables, à canaliser les investissements vers de nouveaux « super-puits » pour, comme l'a dénoncé le dirigeant travailliste Tony Benn, vendre ensuite ces puits à l'industrie du pétrole. Le résultat de tout cela est que les subventions au charbon britannique sont aujourd'hui les plus basses de tout le Marché commun.

Une autre raison pour tourner le dos à la production de charbon réside dans le programme de construction de centrales nucléaires, dont la production d'énergie doit augmenter de 5 à 8 fois d'ici à la fin du siècle. Il est difficile de justifier cette option par des raisons économiques, mais la politique du gouvernement est de réduire la dépendance énergétique du pays par rapport aux mineurs et aux travailleurs des transports d'un côté, par rapport à des Etats pétroliers instables de l'autre.

Les arguments des mineurs à l'encontre de McGregor sont largement connus et acceptés dans les mouvements ouvrier, antinucléaire et écologique. Les mineurs sont d'accord pour la fermeture de puits seulement lorsqu'il n'y a plus de charbon, ou lorsque la sécurité est devenue insuffisante. S'ils sont d'accord pour que certains puits travaillent à perte, ils expliquent que l'industrie du charbon dans son ensemble peut être viable grâce à des investissements adéquats, et ajoutent que les subventions d'Etat devraient soutenir ce secteur au même niveau que dans le reste de la CEE (voir tableau ci-dessous).

SUBVENTIONS A LA PRODUCTION
ACTUELLE DE CHARBON
(en millions de livres)

	1979	1980	1981	1982
France	18,0	15,6	12,5	17,2
Belgique	34,0	28,9	24,9	17,7
RFA	14,9	12,6	10,8	8,6
Royaume-Uni	1,5	1,4	3,6	3,2

(*) Un livre vaut actuellement environ 11,60 francs.

Arthur Scargill, actuel président du NUM, a été élu il y a trois ans à une écrasante majorité, sur la base d'une plate-forme d'action militante se proposant de défendre l'industrie du charbon. Sa victoire a signifié deux choses : la défaite de l'aile droite, qui dominait le syndicat depuis des décennies, et la montée d'une direction militante, qui s'était développée pendant les années 1970 au Sud-Yorkshire, en Galles du Sud et en Ecosse.



Cortège du syndicat des mineurs britanniques lors d'une récente manifestation. (DR)

Le début de la lutte contre les fermetures de puits commença avec la victoire spectaculaire des mineurs de Galles du Sud en 1981, qui imposèrent un abandon du programme de démantèlement. Cependant, le gouvernement ne battit pas en retraite, mais décida d'attendre des circonstances plus favorables. En 1983, les mineurs de Galles du Sud appelèrent de nouveau à une action de grève nationale contre les fermetures de puits dans leur région. L'appel fut repris dans diverses régions, mais lors d'un vote à l'échelle nationale, il n'obtint que 39 % des voix dans le syndicat, malgré l'organisation de piquets de grève volants envoyés dans tout le pays. Des expériences semblables eurent lieu la même année en Ecosse,

quand les mineurs du puits Polmaise ne réussirent pas à obtenir un soutien régional à leur lutte contre les licenciements.

Les leçons tirées de cette expérience se reflètent dans la conduite de la lutte actuelle. Les préparatifs pour cette grève ont commencé l'année dernière, avec la décision de refuser les heures supplémentaires destinées à réduire les stocks, et celle de commencer à faire bouger le syndicat au plan national. Cette interdiction syndicale des heures supplémentaires fut totalement respectée. Elle dura pendant les 19 semaines qui précédèrent la grève. Cependant, cela n'empêcha pas des divisions de se développer, quand la région du Sud-Yorkshire demanda un soutien na-

tional pour son action contre de nouvelles fermetures de puits.

DIVISIONS PARMI LES MINEURS

Il faut faire porter sur les grands moyens d'information une part importante de la responsabilité des divisions apparues entre les mineurs. Les médias n'ont eu cesse, en effet, de caractériser Arthur Scargill, au niveau national et international, comme un personnage autoritaire refusant de permettre aux membres de son syndicat de se prononcer par un vote sur leur action. Cette campagne de presse a constamment ignoré le fait que la politique du syndicat a toujours été d'offrir un soutien aux régions qui voulaient faire grève, sans les obliger à obtenir, au préalable, l'aval d'un vote à l'échelle nationale. Les régions qui ont décidé de faire grève ont voté, à une grande majorité, — 86,3 % par exemple dans le cas du Yorkshire —, d'entrer en lutte.

Scargill a eu raison de ne pas appeler jusqu'à présent à un vote national. Si un tel vote avait eu lieu, la presse et les médias n'auraient pas hésité à dépenser des millions de livres pour tenter d'influencer ce vote. Une telle campagne de propagande aurait trouvé un terrain fertile dans des régions minières, comme celle de Nottingham qui, pour des raisons géologiques, n'est pas menacée par des fermetures immédiates. Cette inégalité de réponse de la part des mineurs est exacerbée par l'héritage légué par la direction droitière qui, en 1977, avait négocié, région par région, des accords de productivité défavorables aux travailleurs. Ces accords, qui divisèrent sérieusement le syndicat, firent obstacle à la pratique d'actions nationales autour de revendications salariales, pratique qui avait marqué la décennie précédente.

L'expérience a prouvé que Scargill avait raison. Au début de la grève, le 12 mars, le nombre de puits en grève contre la fermeture était de 90 sur 176. Le jour suivant, le chiffre avait atteint 133 et, après la première semaine, 142. Un vote partiel, organisé durant cette première semaine dans des régions de tendance modérée, a montré que près d'un tiers des mineurs était opposé à l'action en cours. Mais, malgré cela, la grève tint bon avec, au 27 mars, seulement 38 puits en activité normale. Ce jour-là, des régions comme les Midlands, qui avaient voté contre la grève, se sont jointes à l'action.

Comme l'a noté avec stupéfaction John Lloyd, éditeur du *Financial Times* de Londres, « les mineurs de la houillère de Celyn-Sud ont voté une fois contre la grève et deux fois pour un vote national et, cependant, ces mêmes hommes ont participé à des piquets dans le Staffordshire et le Leicestershire » (souligné dans l'original).

Il est évident qu'un rôle central a été joué par les piquets. Pour beaucoup de jeunes travailleurs, c'est la première fois qu'ils sont impliqués dans un conflit du travail sur une large échelle. Ils perpétuent ainsi une tradition du Syndicat national des mineurs qui, le premier a

introduit le terme de « piquet volant » dans le dictionnaire politique de Grande-Bretagne, lors de la fameuse bataille qui a eu lieu au dépôt de coke de Saltley à Birmingham, et qui fut l'événement décisif de la grève des mineurs de 1972.

Les piquets ont certes ouvertement montré leur colère contre ceux qui, passant outre, sont descendus dans la mine, dans des régions comme Nottingham, mais toute la responsabilité des actes de violence qui se sont produits, qui ont tué un mineur, fait des blessés et provoqué des centaines d'arrestations, repose sur l'opération de police, forte de 8 000 hommes, montée par le gouvernement pour écraser la grève.

Rien que dans la région minière de Nottingham, plus de 3 000 policiers ont été déployés, pour un coût de 550 000 livres par jour (environ 6,5 millions de francs) dans la plus énorme opération de police jamais vue en Grande-Bretagne. Ces chiffres sont à comparer avec les 1 340 policiers envoyés en 1983 contre la lutte des travailleurs de l'imprimerie de l'Association graphique nationale (NGA), les 1 192 policiers qui ont réprimé la grève des sidérurgistes en 1980 dans le Sud-Yorkshire, et les 800 policiers qui se sont attaqués aux travailleurs du dépôt de coke de Saltley en 1972. L'opération a été coordonnée depuis Londres par un centre créé en 1981 après le soulèvement de la jeunesse noire dans les villes de Grande-Bretagne.

L'une des tâches de la police a été d'intercepter les piquets pour les empêcher de se rendre d'une région à l'autre et « de commettre éventuellement des délits ». Ces mesures draconiennes ont été dénoncées par des organisations de défense des droits civils et ont conduit les mineurs du Kent à porter plainte devant la Haute Cour, instance de laquelle ils attendent une aide légale contre cette atteinte à leur liberté de circulation.

LA JUSTICE MENACE LE SYNDICAT

L'action de l'Etat ne se limite pas à celle de la police. Comme au cours de récentes luttes des travailleurs de l'imprimerie, le Syndicat des mineurs du Sud-Yorkshire a été menacé d'amendes d'un montant illimité et de la mise sous séquestre de ses 7 millions de livres (plus de 80 millions de francs) d'avoirs s'il persistait à vouloir organiser des piquets dans d'autres régions minières. L'action en justice n'a pas encore pris effet, mais dès le 19 mars, un millier de mineurs du Yorkshire, craignant que des huissiers ne viennent s'emparer des biens du syndicat, ont formé une véritable muraille humaine pour défendre leurs locaux.

Tandis que l'Etat a engagé toutes ses ressources derrière les patrons, la réponse des dirigeants du mouvement ouvrier britannique a vraiment été lamentable. Les parlementaires travaillistes, tout en proclamant leur soutien à la cause des mineurs, ont en pratique rejoint le chœur de ceux qui condamnent les prétendues violences commises par les piquets. Neil Kinnock, le nouveau leader travailliste, a dit

au Parlement que « la loi n'empêche pas les gens d'essayer d'influencer d'autres travailleurs. Mais si des gens deviennent violents au cours d'actions menées par des piquets, je les condamne. » Lorsque Kinnock condamne les violences policières, cela ne lui demande guère de courage, car des déclarations similaires ont été faites par des dirigeants de l'Alliance social-démocrate/libérale, l'autre principal parti d'opposition à la Chambre des communes. L'attitude vacillante de Kinnock contraste fortement avec celle de Tony Benn, récemment réélu au Parlement par un vote massif lors d'une élection partielle à Chesterfield, dans la région minière du Nord-Derbyshire. Benn a passé beaucoup de temps à rendre visite aux piquets de sa région et d'ailleurs, parlant dans des meetings de soutien aux mineurs et s'associant totalement à la lutte et la direction Scargill.

La direction du TUC a réussi le remarquable exploit de n'avoir pas encore discuté de la grève dans ses instances dirigeantes deux semaines après qu'elle ait démarré, et cela parce que le TUC a fait un tournant brusque vers la droite, lors de son dernier congrès. Cela n'a pas empêché la base de mettre constamment les dirigeants dans l'embarras, en refusant de les suivre dans leur acceptation passive de la politique gouvernementale, ni empêché près d'un million de travailleurs, lors d'une journée d'action appelée en rechantant par le TUC, de manifester sur leur lieu de travail, d'une façon ou d'une autre, pour protester contre les mesures anti-syndicales prises par le gouvernement.

Mais l'esprit de résistance active ne croît cependant que lentement. Cela est dû à la situation créée par la relance de 3 % de la croissance en Grande-Bretagne, ce qui n'est guère considérable par rapport aux normes internationales, mais assez spectaculaire vu les données récentes du pays. En second lieu, la vague grandissante de critiques qui existe au sein de la direction du TUC visant son aile droite, majoritaire, dirigée par Len Murray, n'a pas été assez forte pour réussir à apporter un soutien suffisant aux actions syndicales des mineurs, rejetées dans l'illégalité par la législation anti-syndicale du gouvernement (voir *Inprecor* numéro 168 du 5 mars 1984).

Cette division se reflète dans les attitudes différenciées vis-à-vis de la grève des mineurs. Le Syndicat des transports et des travailleurs non qualifiés (TGWU) a engagé ses 1,6 million d'adhérents dans le soutien à la grève des mineurs. Mais les travailleurs des centrales électriques, où dominant des dirigeants de l'aile droite du Syndicat des électriciens, ont eu pour consigne de continuer normalement le travail.

C'est grâce à la réactivation de l'alliance formée par trois syndicats, ceux du rail, de l'acier et du charbon, qui se sont promis appui mutuel dans le cas où l'un d'entre eux entrerait en lutte, que les mineurs ont obtenu un important soutien. Cette solidarité est un élément clé du conflit. En effet, bien que le patronat

des charbonnages possédait des réserves importantes de charbon avant que ne débute la grève, en pratique le combustible a commencé à manquer dans de grandes entreprises de la sidérurgie, comme Scunthorpe sur la côte Est, où le travail à mi-temps a été introduit pour économiser les stocks de charbon. Des membres du Syndicat des sidérurgistes de cette entreprise se sont joints aux mineurs pour empêcher l'importation de charbon en provenance de navires battant pavillon espagnol.

Dans les chemins de fer aussi, les travailleurs ont risqué le lock-out en refusant de transporter du charbon. L'action des cheminots a été décisive pour l'efficacité de la lutte des mineurs. Le syndicat des marins a également apporté son soutien à cette grève. 70 transports de charbon par mer destinés à briser la grève ont dû retourner à Zeebrugge en Belgique, et à Calais en France. Des actions semblables ont eu lieu à Douvres, principal port anglais sur la Manche. Dans quelques régions, l'approvisionnement domestique a été interrompu, sauf pour les vieux, les malades et les hôpitaux.

La presse a tenté de lancer une opération « les épouses contre la grève », ou d'autres mouvements de ce genre dans les communautés de mineurs. Mais ces mouvements n'ont eu qu'une existence éphémère. Par contre, des organisations comme les « Femmes de mineurs du Yorkshire » se sont durablement constituées et ont ouvert, dans la région du Sud-Yorkshire, quatre centres de conseils destinés à aider les familles des grévistes à résoudre leurs problèmes financiers.

La conjonction entre le Parti travailliste et les mineurs va pouvoir s'affirmer, suite à la décision prise par ces derniers de se joindre aux actions organisées par le parti le 29 mars — proclamé « Jour de la démocratie » —, pour protester contre les projets de Thatcher de supprimer des conseils municipaux dans les arrondissements des grandes villes.

Cependant, malgré cette montée de la solidarité, la seule façon de remporter la victoire grâce à la grève réside dans la volonté des directions syndicales d'utiliser toutes leurs forces pour soutenir les mineurs.

Socialist Action, journal socialiste révolutionnaire publié à Londres, exprimait les revendications de la majorité des mineurs lorsqu'il écrivait, le 23 mars : « *Maintenant, il est temps que les dirigeants syndicaux agissent. En coordination avec les piquets de mineurs dans les centrales thermiques, dans les dépôts de charbon et de coke, il faut que les chemins de fer et les autres syndicats assurent que du charbon ne soit pas transporté. Cela signifie que le charbon extrait des puits sera tout simplement stocké.* »

« *Les dirigeants de gauche du syndicat doivent expliquer clairement que si le gouvernement essaie d'utiliser l'arme du transfert de charbon (à l'intention de secteurs industriels non grévistes, derrière le dos des travailleurs en grève, ndlr.), ils appelleront alors à une grève générale. La grève des mineurs peut et doit gagner.* »

Mais sa victoire implique que les autres syndicats rejoignent le NUM dans son défi ouvert au gouvernement et à ses lois.

« *L'alliance des trois syndicats — charbon, rail, sidérurgie — et le TUC doivent organiser le blocus de tout mouvement de charbon.* »

« *— Soutien inconditionnel aux piquets de masse devant les puits et les centrales thermiques ! Refus de reconnaître les lois antisyndicales !* »

« *— Soutien concret des structures du Parti travailliste aux mineurs et aux piquets !* »

« *— Proclamation d'un jour de solidarité avec le NUM !* »

Il est évident qu'avec ce genre d'actions, la grève pourrait vaincre rapidement, ce qui aura pour conséquence l'affaiblissement du gouvernement Thatcher, voire même son renversement. Les dirigeants du Parti travailliste et du TUC sont plus effrayés par une telle perspective que par celle d'une victoire du pouvoir conservateur sur les mineurs. Ceux-ci n'ont cependant pas le choix. S'ils avaient refusé de lutter, leur syndicat aurait été démembré et la voie aurait été ouverte au licenciement de la moitié des effectifs du secteur dans les dix prochaines années. La classe ouvrière britannique aurait perdu son bataillon d'avant-garde.

C'est justement parce que les enjeux sont si élevés que des actions de solidarité à l'échelon international sont nécessaires. Les mineurs britanniques ont une longue tradition de solidarité avec les travailleurs en lutte dans d'autres pays. Les militants ouvriers du monde entier peuvent les aider en surveillant les mouvements de tout le charbon susceptible d'être utilisé pour briser la grève. Une action coordonnée peut être entreprise avec les travailleurs britanniques des transports et les mineurs pour stopper toute exportation de charbon vers la Grande-Bretagne. Des messages de soutien et des contributions financières peuvent également être envoyés aux grévistes (1).

Si la grève des mineurs peut signifier le début d'une remontée sérieuse de la résistance au gouvernement conservateur et constituer un élément propre à susciter de réels progrès politiques, une défaite aurait, au contraire, de graves effets négatifs. La classe ouvrière, ainsi que tous les travailleurs qui combattent l'austérité dans leurs propres pays, ont le plus grand intérêt à ce que cette défaite n'ait pas lieu.

Steve ROBERTS,
29 mars 1984.

1. National Union of Mineworkers, St. James House, Vicar Lane, Sheffield, Grande-Bretagne. Tél. : 700 388.

Quatrième Internationale



SOMMAIRE

n° 13

1 avril 1984

EDITORIAL :

Les voies de la riposte à l'offensive capitaliste 3

Ernest Mandel - Pays semi-coloniaux et pays dominés
semi-industrialisés 11

Winfried Wolf - Le problème de l'unité allemande
aujourd'hui 33

M. Navid - La crise politique de l'Etat indien 47

Michel Lequenne - Sur la nature des Etats bureaucratiques 73

Liste des sommaires des 12 premiers numéros 105



13 millions de déracinés en Europe

vailleurs immigrés vivent en moyenne depuis plus de dix ans dans les pays d'Europe. Et la population immigrée est aussi une population laborieuse. Ainsi, en 1980 en France, 38 % de la population immigrée était composée de travailleurs, tandis que ce chiffre était de 48 % en RFA et de 58 % en Suisse. La question de leur insertion sociale, celle de l'égalité des droits sociaux et politiques et notamment du droit de vote, la question de la garantie du droit au séjour permanent, se posent donc objectivement pour cette partie de la classe ouvrière d'Europe et pour leurs familles.

L'immigration a été une politique consciente du patronat dans les années 1960. L'économie européenne avait besoin de travailleurs nouveaux, mobiles, acceptant les conditions de travail à la chaîne, déqualifiées et sous-payées. Cette main-d'œuvre, qu'on a fait venir massivement pour les besoins des profits patronaux, les gouvernements bourgeois et le patronat voudraient aujourd'hui, après tant d'années d'exploitation, pouvoir à la fois la renvoyer dans son pays et la désigner globalement comme responsable du chômage et de l'insécurité, de manière à mieux diviser le front ouvrier qui pourrait remettre en cause leurs politiques d'austérité. Les exemples ne manquent pas qui prouvent le caractère volontairement mensonger de ces campagnes. En RFA, des milliers d'immigrés ont été expulsés, l'immigration a été arrêtée en 1974, mais le chômage s'est malgré tout multiplié par 5,7 depuis lors...

Au-delà de ces faux prétextes racistes destinés à obtenir l'assentiment de la partie autochtone de la classe ouvrière européenne, l'objectif demeure toujours le même : diviser la classe ouvrière des pays européens entre nationaux et immigrés, les dresser les uns contre les autres, leur faire oublier qu'ils se heurtent de fait au même patronat. Pour ce qui les concerne, les partis réformistes ont allègrement endossé, parfois même, comme en France au niveau gouvernemental, cette argumentation et cette politique raciste et de division.

La campagne pour les élections européennes doit donc être l'occasion de donner la parole aux travailleurs immigrés, de reprendre la lutte contre le racisme et pour l'égalité des droits. C'est dans ce cadre d'ailleurs qu'à l'initiative de la FASTI (Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés, France), une action regroupant des associations immigrées et antiracistes de tous les pays de la CEE s'est engagée depuis le mois de février dernier. Un appel commun a été lancé par ces organisations le 4 février, pour dénoncer les conditions faites aux immigrés et proposer la définition d'une plate-forme de mobilisation autour des axes suivants : « L'égalité des droits des immigrés et des nationaux ; la lutte contre le racisme ; le refus que la crise soit utilisée comme prétexte pour rejeter les présentes revendications. » A l'issue d'une rencontre ayant eu lieu fin mars à Amsterdam, un manifeste devait être rendu public dans tous les pays, permettant d'interpeller tous les candidats aux élections européennes à propos de leurs orientations concernant l'immigration. Une affiche commune à tous ces mouvements, traduite dans toutes les langues, servira de support à cette campagne, qui devrait s'achever par un grand rassemblement européen pour les droits des immigrés, en juin, à Strasbourg.

A l'heure où dans tous les pays d'Europe les immigrés servent de boucs émissaires dans la crise économique, le droit à l'expression leur sera refusée lors des élections de juin au Parlement européen. Nul doute pourtant que cette consultation électorale sera l'occasion, pour tous les partis européens de droite et d'extrême droite, de poursuivre leurs campagnes racistes et xénophobes. Nul doute aussi que pour les candidats des partis réformistes, le silence sur cette question sera la règle la plus répandue.

Et pourtant, ils sont aujourd'hui plus de 13 millions d'immigrés à travailler et à vivre dans les pays de la Communauté économique européenne (CEE), 13 millions de personnes sans qui la période d'expansion capitaliste des années 1960 n'aurait pas vu le jour, 13 millions qui servent aujourd'hui d'exutoire aux campagnes réactionnaires et font les premiers les frais des processus de restructuration industrielle.

Globalement, face aux travailleurs immigrés, la politique est la même dans tous les pays : leur faire porter la responsabilité de la crise, multiplier les lois répressives à leur encontre, faciliter les procédures d'expulsion, licencier d'abord les immigrés et remettre en question leur droit au séjour justement en raison de leur licenciement, etc. Pourtant, la plupart des tra-

Lutte contre le racisme et pour l'égalité des droits

LA campagne pour les élections municipales de mars 1983 en France a été accompagnée d'un renouveau des thèmes racistes et xénophobes dirigés tout particulièrement contre les travailleurs immigrés. La droite et l'extrême-droite ont fait chorus pour assimiler les 4 millions d'immigrés vivant sur notre sol à l'ennemi intérieur responsable du chômage, de l'insécurité, de la délinquance et de l'ensemble des maux de la crise économique. Le Front national (FN) de Jean-Marie Le Pen couvrit les murs d'affiches ouvertement racistes : « 2 millions de chômeurs égale 2 millions d'immigrés en trop » ou « La lutte contre le chômage, l'insécurité et l'immigration, c'est moi ».

Le gouvernement de Mitterrand n'a pas hésité à se placer sur ce terrain : Gaston Defferre a fait campagne à Marseille en se vantant d'avoir expulsé davantage d'immigrés que la droite en tant que ministre de l'Intérieur ; peu de temps auparavant, le Premier ministre Pierre Mauroy accusait les ouvriers immigrés de Renault-Flins et de Citroën en grève d'être manipulés par les intégristes musulmans.

Cette flambée de racisme s'est poursuivie, accompagnée de son cortège d'attentats et de crimes, notamment contre les jeunes immigrés de la « deuxième génération », accompagnée aussi d'une montée de l'extrême-droite aux élections partielles successives qui ont eu lieu, d'une certaine banalisation du racisme à travers l'existence légale de formations d'obédience fasciste, comme le Front national, accompagnée enfin d'attaques de plus en plus nombreuses contre les droits des travailleurs immigrés.

Le racisme devient une question centrale en France. Il entraîne une division de la classe ouvrière en pleine crise économique, au moment même où les attaques contre les travailleurs se multiplient. La montée du racisme affaiblit l'ensemble des capacités de résistance de la classe ouvrière.

Hélène VIKEN

La France est l'un des pays européens qui a fait le plus massivement appel à la main-d'œuvre immigrée dans les années 1960 : le recours à l'immigration augmente de 50 % entre 1955 et 1965.

Le patronat français a volontairement largement « ouvert » les frontières à l'époque, pour réaliser la rationalisation de l'appareil productif durant la période d'expansion internationale. Il lui fallait, pour restructurer les entreprises industrielles, et notamment l'automobile, l'équipement, la construction, des travailleurs « nouveaux » dont la qualité principale serait la mobilité, l'absence de traditions syndicales, la déqualification totale, l'acceptation du travail à la chaîne, monotone et répétitif, du travail de nuit, et, enfin, la possibilité d'octroyer des salaires bas pour des postes sans avenir.

Comme, de surcroît, les immigrés coûtaient globalement moins cher en termes de formation, de retraite et de protection sociale, les avantages à les exploiter se multipliaient. La main-d'œuvre immigrée en France a donc été immédiatement utilisée dans des branches industrielles précises, à des emplois précis, dans des régions déterminées. Et l'image de l'immigré, OS (ouvrier spécialisé, sans qualification) à la chaîne dans le bâtiment ou l'automobile, a été profondément intégrée par la classe ouvrière française qui, durant la période d'expansion, y a même trouvé quelques avantages en termes de promotion sociale et salariale,

les emplois déqualifiés étant occupés par les immigrés.

AVANT LE 10 MAI UNE SITUATION DE NON-DROIT

La présence massive d'immigrés en France offrait à la bourgeoisie un second avantage : la possibilité d'embrigader étroitement une partie de la classe ouvrière dans un carcan juridique répressif. En France, les lois discriminatoires envers les

Rafle policière anti-immigrés ordonnée par le gouvernement Mitterrand en mars dernier. (DR)



immigrés datent généralement de la fin des années 1930, période de montée du fascisme. Une loi votée en 1932 interdit aux immigrés l'accès aux emplois dans l'appareil d'Etat, les collectivités locales ou les services publics (ministères, PTT, Santé, SNCF, EDF, etc.) ; un décret pris en 1939 leur interdit le droit de s'organiser entre eux sur des thèmes politiques.

Le « statut » de l'immigré complète la panoplie : carte de travail de 1, 3 ou 10 ans, donnant accès à un emploi précis dans une région précise ; carte de séjour distincte à obtenir en plus ; système qui permet, d'une manière ou d'une autre, l'expulsion des immigrés selon le bon vouloir et les besoins du patronat ; lois répressives spécifiques, telles que la possibilité d'accompagner une peine de prison pour un délit mineur (vol par exemple) d'une mesure d'expulsion ; absence de droits civiques tels que le droit de vote, y compris aux élections locales, etc.

Cette véritable partition de la classe ouvrière a été tout particulièrement remise au goût du jour au début de la crise économique, en 1974-1975 sous le règne de Giscard d'Estaing. Deux raisons expliquent cette cascade de mesures répressives au milieu des années 1970. D'une part, les immigrés ne sont plus aussi « intéressants » qu'auparavant pour la bourgeoisie, ils ont commencé à se révolter (grèves massives des OS en 1970-1971), à se syndiquer, à s'organiser et à revendiquer des droits (mobilisation contre les lois dites Bonnet-Stoléro en 1978-1979, grèves des loyers en 1976-1977 dans les foyers d'hébergement des travailleurs immigrés, véritables dortoirs-prison gérés par la société Sonacotra). D'autre part, la crise économique oblige la bourgeoisie à préparer de nouvelles restructurations en profondeur de son appareil productif, notamment avec des licenciements massifs et des baisses de salaire généralisées.

Les immigrés, après avoir servi à l'expansion capitaliste, doivent servir à la résolution de la crise au profit du patronat.

Le système est classique et relativement simple : il s'agit de licencier les immigrés d'abord, en espérant une absence de réaction du reste de la classe ouvrière, licenciement facilité par ce fameux statut spécial de l'immigré. On y ajoutera quelques discours racistes pour faire passer la pilule et fournir à la classe ouvrière un bouc émissaire. Ensuite, bien sûr, viendront les licenciements des Français. Enfin, en règle générale, ces opérations visent à la division de la classe ouvrière et à accroître les possibilités pour la bourgeoisie de baisser massivement les salaires (avec la menace du chômage) ou de démanteler la protection sociale.

Le règne de la droite, brutalement interrompu par la victoire électorale des partis de gauche le 10 mai 1981, n'a permis que d'esquisser les grands traits de cette politique. On va voir que la bourgeoisie n'a pas baissé les bras pour autant.

LE 10 MAI, UN ESPOIR VITE DÉÇU POUR LES IMMIGRÉS

N'ayant pas le droit de vote, les immigrés n'ont pas participé directement à l'élection de François Mitterrand, puis d'une majorité de députés du Parti communiste (PC) et du Parti socialiste (PS) en mai et juin 1981. Par contre, ils étaient nombreux dans la rue à crier victoire. Pour eux, c'était l'espoir de la fin d'une situation qui s'était de plus en plus dégradée depuis quelques années.

Le candidat Mitterrand n'avait-il pas promis le droit de vote aux immigrés pour les élections municipales, la carte unique de 10 ans automatiquement renouvelable (1), la suppression des lois Bonnet-Stoléro, l'abrogation du décret de 1939, et la régularisation de la situation des travailleurs sans-papiers ? Il est incontestable que ces promesses, quoiqu'insuffisantes, dessinaient une autre orientation, une autre politique en direction des immigrés. On parlait, dans l'euphorie de la victoire, d'insertion, de dignité, de reconnaissance du travailleur immigré comme un homme et un citoyen à part entière, de rupture définitive avec les situations héritées du passé.

La réalité en a fait déchanter plus d'un. Le gouvernement a bien abrogé le décret de 1939 et libéralisé le droit d'association. Il a également régularisé la situation pour un certain nombre de travailleurs sans-papiers, mais pas tous : il a introduit des critères, liés notamment à l'emploi, qui ont privé de ce droit de nombreux immigrés employés clandestinement par des patrons négriers. Il a enfin abrogé la loi Bonnet, qui permettait l'expulsion de n'importe quel travailleur immigré dans les pires conditions. Mais les choses se sont rapidement gâtées. La loi votée par le Parlement, en octobre 1981, fut baptisée par les immigrés « loi Bonnet-bis » tant elle ressemblait à la précédente. Ensuite, le PC et le PS ont carrément changé de cap, adoptant des dispositions allant dans le sens des déclarations anti-immigrées du patronat et de la droite. En septembre 1982, le droit de vote est refusé aux immigrés pour les élections

POPULATION IMMIGRÉE EN FRANCE (en millions de personnes)

Année	Population totale	Population étrangère	%
1851	35,78	0,38	1,06
1911	39,19	1,16	2,96
1921	38,80	1,53	3,95
1931	41,23	2,72	6,59
1936	41,18	2,20	5,34
1946	39,85	1,74	4,38
1962	46,46	2,17	4,67
1968	49,66	2,62	5,28
1975	52,60	3,44	6,54
1982	54,30	3,68	6,77

Ce tableau démontre que l'explosion du phénomène raciste n'est pas lié à la proportion d'immigrés dans la population (qui connaîtrait un prétendu « seuil de tolérance »), mais à la crise économique et à la montée du chômage.

Les derniers chiffres de 1983 résultant du récent recensement de la population effectué en France, montrent que le nombre d'immigrés est resté stable depuis 1975 (date de l'arrêt de l'immigration), alors que le chômage a été multiplié par 5,3 dans le même temps, ce qui prouve que les immigrés ne sont pas responsables du chômage.

municipales qui ont lieu en mars 1983. Ces dernières seront marquées par une remontée débridée du racisme, qu'aurait contenu l'octroi du droit de vote aux immigrés, du fait du rapport de forces légal ainsi créé. Août 1983, publication des décrets de Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat aux immigrés : accélération des mesures d'expulsion contre les travailleurs clandestins, contrôle renforcé aux frontières pour empêcher l'entrée de nouveaux immigrés, aucune mesure d'insertion pour les autres immigrés, malgré les déclarations enflammées mais creuses des dirigeants de la gauche.

La chasse aux immigrés est ouverte, qui se caractérise par des rafles massives dans certains quartiers populaires des grandes villes, l'expulsion systématique de tous les immigrés trouvés dans des ateliers clandestins, les contrôles racistes dans les rues, les métros, les descentes de police dans les foyers d'hébergement en pleine nuit, etc.

La gauche au gouvernement participe pleinement au renforcement de l'équation « Immigration égale insécurité ». Tous les immigrés deviennent des suspects en puissance. L'extrême droite fait ses meilleurs scores électoraux à la même époque.

Restait l'autre partie de l'équation, la partie « Immigration égale chômage ». La boucle sera bouclée au moment du conflit à l'usine automobile Talbot-Poissy (2), où

le gouvernement soutiendra les propositions patronales de licenciement de 2 000 travailleurs, aux 4/5 des immigrés, auxquels on proposera même une « aide » au retour dans leur pays. Aujourd'hui ou demain, ce sont les usines de Citroën et de Renault qui seront dans la ligne de mire du patronat de l'automobile. Encore des OS immigrés à licencier, ceux-là même qu'il a fait venir il y a dix, quinze ou vingt ans pour obtenir des profits plus juteux.

LA MARCHÉ CONTRE LE RACISME

La victoire du 10 mai a signifié, pour les ouvriers immigrés, la possibilité de mettre un terme à tout ce qui se passait « avant » et, depuis cette date, ils ont souvent été à la pointe des luttes dans les usines. Les premières grèves massives ont touché les usines les plus archaïques de l'automobile (Citroën et Talbot), où un patronat digne du XIXe siècle faisait marcher les ouvriers à la baguette, avec l'aide du seul syndicat autorisé, le syndicat fascisant de la Confédération des syndicats libres (CSL). Les OS immigrés sont entrés en grève pour leur dignité, pour obtenir des conditions de travail et de liberté syndicale au moins équivalentes à celles des autres usines de l'automobile, telles que Renault. Ils ont gagné, imposé les syndicats ouvriers CGT (Confédération générale des travailleurs) et CFDT (Confédération française démocratique du travail), ébranlé l'ordre patronal fasciste.

Par la suite, les OS immigrés ont encore été à la pointe du combat à Renault-Flins et à Citroën-Aulnay, au printemps 1983, en se mettant en grève pour des augmentations de salaires au moment même où le gouvernement décidait de faire appliquer son premier plan d'austérité avec blocage des salaires et pas de rattrapage du pouvoir d'achat. Ils ont encore gagné, montrant l'exemple à toute la classe ouvrière (3).

Mais le patronat n'avait pas dit son dernier mot. Sur le fond de toile raciste qui suivit la campagne pour les élections municipales de mars 1983, les licenciements prévus dans l'automobile vont viser tout particulièrement à démanteler cette nouvelle base ouvrière combative. L'exemple de Talbot, où les délégués de chaîne CGT et les travailleurs combattifs de la CFDT étaient nombreux dans la charrette des licenciés, n'est qu'un exemple isolé des objectifs patronaux.

L'autre grain de sable qui est venu s'immiscer dans l'engrenage bien huilé de la politique de la droite et de la bour-

1. Cette revendication, qui fut partagée par toutes les organisations ouvrières avant le 10 mai 1981, est un premier pas vers la libre circulation des travailleurs. Elle supprime le système actuel, qui fait dépendre le droit au séjour de la possession d'un emploi, et le droit au travail de la possession d'une carte de travail d'une durée limitée dans une profession déterminée. Ainsi, en France, un travailleur immigré peut avoir 10 ans de présence et ne posséder qu'une carte de travail de 3 ans, qu'il doit renouveler avant expiration, restant ainsi sans garantie de pouvoir résider en France, surtout si entre-temps il se retrouve au chômage.

La carte unique de 10 ans fonctionnerait, elle, comme une carte d'identité, et donnerait

donc la garantie aux immigrés qu'ils pourraient rester en France et y trouver un emploi aussi longtemps qu'ils le souhaiteraient. Reste ensuite, évidemment, à déterminer quels seront les immigrés qui pourront avoir ce type de cartes. Pour les réformistes elle ne concernait, avant le 10 mai, que les immigrés déjà présents en France, puisque leur position concernant le contrôle et l'arrêt total de l'immigration n'a pas varié depuis 1974. Pour la LCR, cette carte devrait être délivrée à tous les immigrés qui en font la demande en arrivant en France.

2. Voir *Inprecor* numéro 169 du 19 mars 1984.

3. Voir *Inprecor* numéro 144 du 28 février 1984.

geoisie apparut en 1983, au plus fort de la campagne raciste. Ce fut la radicalisation massive, la mobilisation soudaine de la jeunesse immigrée. Oubliée des plans patronaux, la « deuxième génération » d'immigrés, c'est-à-dire les enfants des immigrés venus s'installer en France il y a dix ou vingt ans, apparaissait sur la scène politique, avec force et détermination.

Ces jeunes ne voulaient plus servir de cible aux agressions des racistes de tous poils dans les grandes cités ouvrières et les banlieues. Ils ne voulaient plus être les laissés pour compte d'une immigration qui en avait fait des déracinés dans leurs pays d'origine, nés en France et refusés par la France. Ils voulaient l'égalité des droits, pour eux et tous les immigrés. C'est à partir d'un groupe de ces jeunes immigrés de la banlieue de la ville de Lyon qu'est née l'idée d'organiser une grande marche pour l'égalité et contre le racisme à travers toute la France. Partis à dix de Marseille, le 15 octobre 1983, ils ont vu grossir les rangs des gens rassemblés pour les accueillir et les soutenir, au fur et à mesure qu'ils avançaient à pied à travers le pays. Dans toutes les villes, des comités de soutien se sont mis en place, au sein desquels se retrouvaient de nombreuses organisations et associations, mais aussi de plus en plus de travailleurs et de jeunes français et immigrés, avec la volonté massive de dire « Halte au racisme ! ». L'arrivée à Paris, au début du mois de décembre, réunit 100 000 personnes, avec le soutien du PC, du PS, de la CGT, de la CFDT, de la FEN (Fédération de l'éducation nationale), du MRAP, de la FASTI (4), du Parti socialiste unifié (PSU), de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), des associations d'immigrés, pour ne citer que les groupes les plus importants.

Face à Georgina Dufoix venue prendre la parole lors du rassemblement de clôture de la marche, la masse des manifestants présents réclamait l'égalité des droits, le droit de vote, la carte unique de 10 ans, le droit au logement, etc. Cette immense mobilisation, qui contredisait dans la rue toute la politique du gouvernement envers l'immigration, a permis de relancer l'activité de solidarité avec les travailleurs immigrés, de redonner confiance à tous ceux qui refusent le racisme, de mobiliser plus largement contre le Front national.

D'autres initiatives sont en préparation, notamment une campagne européenne sur les droits des immigrés, à l'occasion des élections européennes de juin 1984.

La montée du racisme en France est un véritable danger, mais pas une fatalité. Telle est l'idée qui, en grandissant chez les travailleurs et les jeunes de ce pays, permet la construction patiente d'un large front contre le racisme et pour l'égalité des droits. Pour la LCR, section française de la IVe Internationale, ce combat prend une place centrale, tant il est vrai que la division au sein de la classe ouvrière, au moment même où se préparent contre elle des attaques de grande ampleur, peut



Travailleurs immigrés en grève dans l'usine de Talbot-Poissy. (DR)

faire des ravages. La lutte pour l'égalité des droits, pour le droit de vote, pour la carte unique de 10 ans automatiquement renouvelable pour tous les immigrés, la lutte contre les expulsions, pour la régularisation de tous les sans-papiers, sont des axes essentiels pour s'opposer, sur ce ter-

rain, qui met en jeu l'unité de la classe ouvrière, à la politique gouvernementale alignée sur les intérêts du patronat et de la bourgeoisie. ■

Hélène VIKEN,
25 mars 1984.

4. MRAP : Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples. Construit au départ autour de personnalités de la lutte contre le racisme, et contre l'antisémitisme en particulier, le MRAP est progressivement devenu une organisation plus large, plus structurée, et davantage liée à la lutte pour la défense des travailleurs immigrés.

Le PCF y possède une influence notable, notamment au sein de ses instances dirigeantes. Mais depuis quelques années, sous la pression des événements, la base, constituée de comités locaux de ville, a introduit une pratique militante et unitaire importante, qui s'est récemment concrétisée par la participation systématique du MRAP aux collectifs de soutien à la marche contre le racisme, ainsi que lors des Assises contre le racisme — organisées par le MRAP les 17 et 18 mars derniers — où étaient invités, sans exclusives, l'ensemble des associations, organisations et personnalités.

Au niveau national, le MRAP s'est toujours refusé à se prononcer en faveur du droit de vote

des immigrés et défend le contrôle de l'immigration. Il conserve donc, jusqu'à présent, l'essentiel des positions du PCF en la matière.

FASTI : Fédération des Associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (ASTI). Les premières ASTI se sont constituées entre 1967 et 1969, essentiellement sur le terrain de la solidarité matérielle et concrète aux immigrés : alphabétisation, formation, papiers, etc. Leur fédération, en 1971, a donné naissance à la FASTI, qui revendique aujourd'hui 5 000 adhérents et joue un rôle charnière dans la construction de l'unité entre Français et immigrés, et dans la lutte contre le racisme et pour l'égalité des droits.

Au contraire du MRAP, la FASTI conserve son indépendance politique, et l'arrivée de la gauche au pouvoir ne l'a nullement influencée dans ses positions de toujours, en défense des immigrés, contre les expulsions, pour la régularisation de tous les sans-papiers, contre le racisme, pour une France pluriculturelle et pluri-ethnique, pour le droit de vote et la carte unique.

Oui à l'emploi, non aux lois anti-immigrés

AU cours de la campagne pour les élections au Bundestag (Parlement) du printemps 1983, le chancelier Helmut Kohl a annoncé que son gouvernement envisageait de réduire de moitié, d'ici à 1990, le nombre des étrangers résidant en Allemagne fédérale. Parallèlement, le ministère de l'Intérieur a rendu public le rapport de la commission mixte Etat fédéral-régions sur la « législation relative au statut des étrangers », rapport préconisant des mesures très strictes visant à empêcher « toute institutionnalisation du séjour » des travailleurs migrants sur le territoire ouest-allemand.

Quant aux néo-fascistes, ils ont menacé les travailleurs turcs et leurs familles d'actions terroristes s'ils ne quittaient pas la RFA avant le 13 août 1983. C'est ainsi qu'à Francfort, une bombe incendiaire a été lancée contre un magasin turc qui a pris feu et l'on a retrouvé inscrit sur la façade le slogan « Etrangers, foutez le camp ! » (« Ausländer raus ! »). Le nombre d'attentats contre les étrangers s'est d'ailleurs rapidement accru, pour franchir le cap du millier d'agressions, contre 120 en 1980. Mais ces actes de violence anti-immigrés ne constituent que la partie visible de cet iceberg qu'est la xénophobie. On la rencontre en effet partout, et ce n'est pas un phénomène nouveau. On sait que ce n'est que sous l'effet d'une véritable campagne du patronat et du gouvernement que, dans le passé, les travailleurs immigrés ont pu bénéficier d'un accueil relativement amical. En 1965, la majorité des Allemands préférait travailler une heure de plus par jour si cela pouvait permettre de se passer de la présence des étrangers, d'après une enquête réalisée à l'époque par l'Institut Wickert.

Friedrich MUEHLEISEN

Il serait certes trop long de retracer ici l'histoire de l'emploi des immigrés en RFA, mais on peut tout de même en retenir quelques faits saillants.

Après la Deuxième Guerre mondiale, l'expansion économique de la RFA, et surtout la conquête des marchés étrangers, a pu se faire grâce à un très faible niveau des salaires par rapport aux autres pays impérialistes et ce, de par l'afflux de quelque dix millions de réfugiés d'Europe et d'Allemagne de l'Est.

Avec le ralentissement de ce flux de réfugiés et l'accélération rapide de la croissance économique, l'Allemagne fédérale a éprouvé un besoin permanent de main-d'œuvre qui n'a pu être satisfait qu'en recourant à ces fameux *Gastarbeiter* (travailleurs hôtes, c'est-à-dire immigrés) venus des régions économiquement faibles du pourtour de la Méditerranée, d'où la conclusion d'accords bilatéraux de recrutement, en 1955 avec l'Italie, en 1960 avec la Grèce et l'Espagne, en 1961 avec la Turquie, en 1963 avec le Maroc, en 1964 avec le Portugal, en 1965 avec la Tunisie, et en 1968 avec la Yougoslavie.

Jusqu'à la première récession économique que la RFA ait connue, en 1966-1967, l'immigration vers l'Allemagne a été une immigration de travailleurs. Avec cette phase de stagnation de l'économie allemande, ce sont quelque 300 000 travailleuses et travailleurs immigrés qui ont alors quitté le pays. Mais avec la reprise économique qui a suivi, non seulement le nombre des immigrés a augmenté pour atteindre 4 millions environ, mais encore on a observé une modification des structures

sociales de l'immigration, marquée par l'installation des familles des travailleurs immigrés (cf. tableau ci-dessous). L'Allemagne fédérale est ainsi devenue un pays d'immigration, chose que les gouvernements ont toujours voulu jusqu'ici remettre en question.

POPULATION IMMIGRÉE EN RFA
(en millions de personnes)

	1973	1983	Variations en %
Total	3,99	4,66	+ 16
Hommes	2,10	2,00	- 5
Femmes	1,10	1,40	+ 27
Enfants	0,70	1,30	+ 86
Actifs ayant un emploi	2,60	1,70	- 35

DURÉES DE SEJOUR SUPERIEURES
OU EGALES A 10 ANNÉES

Italiens : 50 %. Yougoslaves : 50 %. Grecs : 66 %. Turcs et Kurdes (*) : 33 %.

(*) En RFA, les statistiques ne font jamais de distinction entre Turcs et Kurdes.

Durant la crise de 1973-1974, le gouvernement de coalition des sociaux-démocrates et des libéraux a décidé de porter « un coup d'arrêt à l'immigration », en décrétant notamment qu'aucun visa d'entrée ne serait désormais accordé, sauf pour le rapprochement des membres d'une même famille, l'objectif des autorités étant de maintenir, voire de réduire le nombre des immigrés. En fait, on a abouti au résultat inverse, puisque le nombre des immigrés atteignait 4,66 millions en

1983 contre 4 millions en 1973. Par contre, le nombre d'immigrés occupant un emploi a diminué, pour passer de 2,6 millions en 1973 à 1,7 million en 1983. Ces chiffres montrent que la structure de la population immigrée tend à se rapprocher de plus en plus de celle de la population allemande. On peut aujourd'hui parler, pour ce qui concerne la RFA, d'une véritable classe ouvrière multinationale, avec toutefois la réserve suivante : les travailleurs immigrés et leurs familles font l'objet d'une discrimination dans tous les domaines.

Ils n'ont ni le droit de vote ni aucun droit politique. Ils vivent sous la menace de mesures d'expulsion pour un motif dont la formulation est des plus vagues : « Atteinte aux intérêts de la RFA ». Conformément au paragraphe 19 de la Loi pour la promotion du travail, ils sont juridiquement défavorisés par rapport aux Allemands. Chez les immigrés, le taux de chômage atteint 15 %, et même 18,5 % pour les Turcs et les Kurdes, contre 10 % environ pour les Allemands. Les ressortissants des autres pays de la Communauté économique européenne (CEE) sont les seuls à bénéficier de la libre circulation garantie par les traités européens, alors que les immigrés venus de pays tiers constituent manifestement la majorité de la population immigrée. Pour 1,59 million d'entre eux, ils viennent de Turquie (1,23 million) et du Kurdistan (350 000) (chiffres de septembre 1983). C'est la raison pour laquelle le fameux problème des étrangers est très souvent ramené à un problème turc. De la même façon, la xénophobie se manifeste surtout à l'encontre des Turcs et des Kurdes.

On assiste à une concentration de plus en plus forte de la population immigrée dans certains quartiers des villes qui, parallèlement, sont délaissés par les Allemands. Ce phénomène a abouti, ces cinq dernières années, à la constitution de véritables ghettos immigrés, tels que Berlin-Kreuzberg ou le quartier de Gallus à Francfort. Dans de tels quartiers, les immigrés représentent parfois plus de 50 % de la population.

Il faut également évoquer le cas particulier des jeunes étrangers qui ont grandi en RFA, qui ont eu une formation scolaire extrêmement faible (les 2/3 quittent l'école sans aucun diplôme) et qui n'ont aucune chance de trouver un emploi, sans parler d'une place en apprentissage (20 % d'entre eux seulement ont pu entrer en apprentissage en 1981). En RFA, ils ne sont pas reconnus, le pays d'origine de leurs parents leur est étranger, tout juste un lieu de vacances. Ils sont en butte à l'hostilité et aux agressions des jeunes Allemands de leur âge. Tout cela crée une situation des plus explosives.

Quant aux femmes immigrées, elles subissent une oppression particulière : à la fois en tant que femmes, en tant qu'étrangères et en tant que travailleuses. En tant que femmes, elles sont victimes de l'oppression spécifique des femmes propre à leur pays d'origine et elles peuvent la comparer avec la situation des femmes en RFA. En tant qu'étrangères, elles sont

liées par le permis de séjour à leur mari ; elles ne possèdent en effet aucun droit de séjour autonome. En tant que travailleuses, elles se situent aux échelons les plus bas de la hiérarchie des salaires.

LES ATTAQUES GOUVERNEMENTALES CONTRE LES IMMIGRÉS

Face à la crise profonde du capitalisme, le tournant que doivent prendre le gouvernement et la bourgeoisie en Allemagne consiste, pour l'essentiel, à infliger à la classe ouvrière une défaite suffisamment marquante pour stabiliser le système. Vu les données actuelles de la lutte des classes, une attaque frontale contre les bastions ouvriers n'est pas pensable pour l'heure. C'est la raison pour laquelle le gouvernement bourgeois entend se préparer à cette confrontation en affaiblissant auparavant la classe ouvrière sur ses flancs. D'ailleurs, toutes les mesures qu'il a prises jusqu'ici tendent vers cet objectif : attaques contre le droit à l'avortement ; campagnes favorables au maintien de la femme au foyer et contre son émancipation ; réduction des prestations de chômage ; coupes claires dans le secteur social ; attaques contre la Loi sur la protection du travail des jeunes ; réduction des retraites. Tout cela prépare la confrontation directe.

Or, les mesures anti-immigrés sont au cœur de ce dispositif. En effet, en créant l'insécurité chez les immigrés, en agitant la menace de l'expulsion, le gouvernement entend diviser et donc affaiblir la classe ouvrière. Ce n'est certainement pas un hasard si cette offensive intervient au moment où se prépare massivement la lutte pour la semaine de 35 heures sans réduction de salaire et avec embauches correspondantes.

Jusqu'à présent, le gouvernement a pris les mesures suivantes :

« Turcs dehors ! », *bombage raciste en Allemagne de l'Ouest.* (DR)

— Allocation d'une « prime au retour » dans un délai déterminé : tout ressortissant d'un Etat non-membre de la CEE peut obtenir, en cas de chômage ou de chômage partiel depuis 6 mois au moins, une prime de 10 500 marks (environ 30 000 francs), à condition de quitter la RFA dans un délai de 4 semaines à partir de sa demande. Il s'agit surtout ainsi de réduire le nombre de travailleurs turcs et kurdes au chômage en RFA et, de manière démagogique, d'accuser tous ces laissés pour compte de parasitisme. Cette prime affaiblit la classe ouvrière parce qu'elle permet de maintenir une part importante de travailleurs dans le dilemme « rester ou partir ».

— Projet de réforme, élaboré par le ministère de l'Intérieur, de la législation relative aux étrangers, et dont les grandes lignes avaient déjà été tracées par le gouvernement de la coalition social-démocrate-libérale durant les années 1970, mais jamais mises en application et comportant les mesures suivantes : intégration des étrangers installés à demeure en RFA ; coup d'arrêt à l'immigration ; aide au retour.

Sous le terme d'intégration, le gouvernement entend une adaptation absolue des immigrés aux normes allemandes. Pire encore, l'étranger devra se soumettre de façon exemplaire à la législation allemande pour prouver sa volonté d'intégration.

Quant au coup d'arrêt à l'immigration, il pourrait passer par les mesures suivantes :

— fixation à 6 ans de l'âge maximum auquel les enfants auront le droit de suivre leurs parents dans l'immigration, ce qui implique la séparation durable de 250 000 jeunes d'avec leurs parents ;

— limitation de l'immigration des épouses pour les immigrés des 2e et 3e

générations, ce qui signifie la rupture de milliers de mariages (300 000 environ, selon le ministère de l'Intérieur).

Toutes ces mesures prennent tout de même en compte le besoin de l'industrie de bénéficier d'un volant déterminé de main-d'œuvre immigrée à embaucher, car l'existence de secteurs entiers de l'industrie, d'organismes publics de distribution (eau, gaz, électricité) et d'entreprises du tertiaire en dépendent. C'est d'ailleurs pour eux que l'on a conçu l'intégration. Par contre, tous les autres, ceux qui selon le patronat grèvent le budget social de l'Etat et portent donc atteinte aux intérêts du pays, il s'agit de les rejeter, de les expulser, de les chasser.

En fait, le projet de loi légalise la pratique actuelle des autorités. Inutile désormais de faire appel aux tribunaux, de porter plainte, les dispositions existantes acquérant ainsi force de loi.

C'est à l'automne 1982 que ces projets ont été rendus publics. Ils ont aussitôt suscité une vaste protestation venue d'abord des institutions traditionnellement engagées auprès des immigrés : services sociaux, Eglises et organismes religieux, mais aussi des organisations politiques comme les Faucons (écoliers et lycéens du Parti social-démocrate), ainsi que de nombreuses organisations d'immigrés. Par contre, les syndicats sont restés à l'écart de cette mobilisation, leurs directions n'ayant rien contre une limitation de la population immigrée. Quoiqu'il en soit, ces protestations se sont limitées à des communiqués de presse et à un travail d'information.

UN FRONT DE DÉFENSE DES IMMIGRÉS

Toutefois, dès le mois de mars 1983, on a assisté à la formation d'un front recherchant des formes de résistance plus active aux projets gouvernementaux. On y a retrouvé, outre certaines institutions déjà citées, des groupes politiques comme l'organisation révolutionnaire turque Dev Yol et d'autres groupes turcs et kurdes, le Kommunistischer Bund (formation centriste de RFA), les Jeunesses socialistes (Jusos), le Gruppe Internationale Marxisten (GIM, section allemande de la IVE Internationale). A l'initiative de ce front se trouvait notamment l'Association des femmes allemandes épouses d'étrangers (IAF), fondée en 1972, qui a acquis une excellente réputation et qui fait aujourd'hui autorité sur toutes les questions de politique de l'immigration, en raison de son engagement très actif dans ce domaine. Le front ainsi constitué a commencé à discuter de la convocation d'un tribunal contre la politique gouvernementale à l'égard des étrangers. Pour sa part, le GIM souhaitait, à partir de ce simple tribunal, passer à une structuration nationale de toutes les initiatives très dispersées qui existent contre la xénophobie. Il voulait également que soit élaborée, à travers un appel contre la politique de l'immigration de Kohl et de la bourgeoisie, une plateforme politique de rassemblement, tant à





Jeunes immigrés de la seconde génération en RFA. (DR)

l'échelle nationale que locale. Ce tribunal, rebaptisé entre-temps « Congrès sur la politique gouvernementale à l'égard des étrangers et contre les atteintes aux droits de l'homme », s'est tenu du 3 au 5 juin 1983 à Francfort et a rassemblé 1 000 participants venant de toute la RFA et de Berlin, qui ont débattu trois jours durant de l'ensemble des problèmes de l'immigration en Allemagne. Plusieurs décisions ont été prises :

- approbation de l'Appel de Francfort exigeant le retrait des projets gouvernementaux, liberté totale en matière de droit d'asile, égalité sociale, juridique et politique entre les Allemands et les immigrés ;
- fondation d'un comité de coordination des initiatives contre la xénophobie, dont le siège est à Francfort ;
- préparation par ce comité d'une marche sur Bonn ;
- préparation par un groupe d'immigrées d'un Congrès des femmes immigrées.

Près d'un an plus tard, on peut tirer un bilan provisoire du congrès de Francfort. Dans certaines villes, l'Appel est bel et bien devenu la plate-forme commune du mouvement. Des villes comme Hambourg, Cologne et Berlin entre autres, connaissent une activité importante dans ce domaine.

Jusqu'ici, la marche n'a pas eu lieu, faute, jusqu'à présent, de l'existence de conditions d'organisation suffisantes. C'est cependant à cet effet que s'est déroulée, du 10 au 17 mars 1984, une semaine d'action très diversifiée, qui a permis de mettre en accusation la politique gouvernementale en matière de droit d'asile et d'immigration, ainsi que la xénophobie. Dans ce cadre, des manifestations régionales ont eu lieu dans trois villes, Stuttgart (2 500 participants), Cologne (1 800) et Berlin-Ouest (3 000).

Malgré le faible nombre de manifestants, on peut considérer que cette semaine d'action a été un succès, car c'est la première fois qu'une telle mobilisation avait lieu simultanément dans tout le pays et obtenait une telle publicité. Le porte-parole du gouvernement a même dû prendre position pour défendre la politique de Kohl, n'hésitant pas à déclarer que cette campagne ne pouvait que nuire aux étrangers en donnant trop de publicité à ce problème.

Le GIM a été à la pointe du combat, tant à l'échelle nationale que locale (notamment lors des manifestations de Berlin, de Cologne et de Stuttgart), cette participation s'étant plus particulièrement concrétisée par des prises de paroles de militant du GIM lors des rassemblements de Cologne et de Berlin.

Pour sa part, le congrès des femmes immigrées a eu lieu huit jours après la fin de la semaine d'action, du 23 au 25 mars,

à Francfort. Une fois encore, des militantes du GIM, parmi lesquelles des immigrées, ont pris part à la préparation de ce congrès.

ATTITUDE TIMORÉE DU DGB

En l'état actuel des choses, le problème de la résistance aux projets gouvernementaux est avant tout d'ordre politique. Dans les organisations politiques en effet, le travail immigré est conçu comme une tâche parmi tant d'autres, faute de comprendre que ce travail est l'affaire de tous. Cela est particulièrement sensible dans les syndicats. Dans un premier temps, le DGB (la centrale syndicale allemande) s'est montré hostile à l'emploi des immigrés, de peur qu'il n'y ait là un facteur de baisse des salaires. Par cette attitude, il est parvenu, volontairement ou non, à obtenir la parité salariale pour les immigrés. Mais cette hostilité continue encore à se manifester, notamment à travers l'idée que « ce sont les entreprises qui sont allées chercher les immigrés chez eux et que les patrons devraient être contents d'avoir des Turcs ».

Des années durant, le DGB a avalisé la politique gouvernementale de l'immigration et, aujourd'hui encore, il reste favorable à une réduction de l'emploi des immigrés. Bien que ces dernières années les immigrés aient été aux avant-postes de toutes les luttes syndicales, ils sont encore considérés dans les syndicats comme de simples cotisants (pourtant, leur taux de syndicalisation est parfois supérieur à celui des Allemands). La lutte pour les 35 heures sans réduction de salaire avec embauches correspondantes, la plus importante lutte en Allemagne fédérale depuis la guerre, illustre bien les erreurs commises par la direction syndicale à l'égard des immigrés, qui sont très sceptiques vis-à-vis de cette revendication et ne pensent pas que cette bataille puisse leur apporter quoi que ce soit.

Il y a certes des prises de position très positives dans les syndicats. Dans certains milieux du DGB on revendique même le droit de vote pour les immigrés aux élections municipales. Mais, en même temps, on néglige la réalité de la discrimination juridique dont sont victimes les immigrés et l'affaiblissement de la capacité de lutte des syndicats qui en découle. C'est la raison pour laquelle les marxistes révolutionnaires ont voulu remplacer la semaine d'action contre la xénophobie dans ce contexte et militent en fait pour le renforcement des luttes syndicales lorsqu'ils avancent le mot d'ordre d'égalité des droits pour les immigrés.

Aujourd'hui, les projets anti-immigrés sont dans les tiroirs du Ministère, et la coalition bourgeoise au pouvoir demeure partagée sur cette question. Pour empêcher le vote d'un projet de loi, il faut donc une campagne contre la xénophobie plus large encore, dans laquelle les syndicats doivent jouer un rôle moteur.

Friedrich MUEHLEISEN,
Francfort, 29 mars 1984.

Contrôle serré de l'immigration et chauvinisme du mouvement ouvrier

LA Suisse compte actuellement un peu plus d'un million d'immigrés sur 6,5 millions d'habitants, et 700 000 de ces immigrés occupent l'un des 3 millions de postes de travail disponibles (chiffres de 1983). En d'autres termes, un habitant sur six et un travailleur sur quatre ont un passeport étranger, tandis que sept immigrés sur dix sont des travailleurs. La Suisse est, avec la Suède, le pays d'Europe dont la proportion d'immigrés qui travaillent est la plus forte, c'est-à-dire que leur exploitation est la plus efficace.

Au-delà de cette utilisation économique et politique très habile de l'immigration par la bourgeoisie suisse, la situation des immigrés dans ce pays est caractérisée par une série d'autres éléments : l'importance quantitative du phénomène, l'ancienneté de la législation discriminatoire à l'encontre des immigrés, l'incapacité des travailleurs suisses et de leurs organisations à défendre les travailleurs étrangers, l'impact ancien et profond d'un mouvement xénophobe dirigé par des courants nationalistes d'extrême droite.

Urs FAUCHER

Après avoir été un pays exportateur de main-d'œuvre au siècle dernier, la Suisse a connu, avant la Première Guerre mondiale, un taux de population étrangère comparable à la situation actuelle et représentant environ 15 % de la population totale. L'arrivée de travailleurs immigrés a très exactement épousé, tout au long de ce siècle, le cours des grands cycles économiques. Après une dégringolade à partir des années 1920 ayant son point le plus bas en 1940 (5 % d'immigrés par rapport à la population totale), le pourcentage d'immigrés augmente régulièrement ensuite, pour atteindre de nouveau les 15 % de la population totale dans les années 1970.

Mis à part un très petit nombre de capitalistes étrangers couvrant leur fortune placée dans des banques ou fuyant le fisc de leur pays d'origine, la grande masse des immigrés fait partie de la classe ouvrière. Dans sa politique d'embauche de travailleurs étrangers, le patronat suisse est d'ailleurs passé maître dans l'art d'exploiter les inégalités régionales du développement économique international pour attirer une main-d'œuvre démunie et bon marché. Après la Deuxième Guerre mondiale, il a notamment fait appel aux travailleurs italiens, qui constituent toujours le gros du contingent des immigrés (412 000 personnes, dont 285 000 travailleurs en 1983). En outre, à côté de Français et d'Allemands, l'immigration compte également des Espagnols (100 000 personnes, dont 87 000 travaillent), des Portugais, des Yougoslaves et des Turcs.

Le fait que la Suisse comprenne quatre régions linguistiques différentes aurait pu constituer une condition favorable au développement d'une conscience internationaliste dans le prolétariat. La bourgeoisie ne l'a évidemment pas entendu de cette oreille. Tout en tissant son réseau

d'intérêts capitalistes à l'échelle mondiale (1), la bourgeoisie a institué, dès la fin de la Première Guerre mondiale, une législation qui non seulement prive les travailleurs étrangers d'une bonne part des droits démocratiques concédés aux travailleurs suisses, mais assure dès cette époque un contrôle serré de leur nombre et de leur comportement. Au niveau économique, la bourgeoisie a parfaitement su maîtriser ce dispositif pour utiliser la classe ouvrière immigrée comme masse de manœuvre face aux fluctuations économiques. Sur le plan politique, elle s'en est servie pour paralyser le mouvement ouvrier suisse par l'exacerbation des divisions entre autochtones et immigrés.

UN CADRE LÉGAL CONTRAIGNANT ET DIVISEUR

La loi sur les immigrés date de 1931. Elle a été adoptée suite à une votation populaire fédérale très largement majoritaire (2). La législation suisse se signale dès cette époque par trois particularités :

- elle ne régleme pas le droit de travailler, mais celui de séjourner en Suisse ;

- elle fait dépendre les droits démocratiques concédés aux immigrés de la durée de leur séjour dans le pays. En quelque sorte, c'est la légalisation de la méfiance à l'égard des étrangers nouvellement arrivés dans le pays ; l'exercice des droits politiques leur est interdit (3) ;

- elle est structurée autour de l'objectif politique de la « lutte contre la surpopulation étrangère » (en allemand « Ueberfremdung »), ce qui en fait un levier pour les mouvements politiques nationalistes xénophobes.

L'application de ces principes a pour conséquences que les immigrés vivent et travaillent sous les régimes juridiques les

plus divers, qui les divisent et les isolent entre eux, diminuant d'autant leur capacité de défense collective. On distingue ainsi cinq différents « statuts » d'immigré :

- *Les immigrés « en séjour »*. Ces immigrés ont le « droit » de déposer leurs papiers en Suisse. Ils doivent cependant renouveler leur permis chaque année. Celui-ci peut leur être retiré pour des raisons politiques ou pénales, ou s'ils ont épuisé leur droit au chômage. Le regroupement familial est autorisé après 12 mois de présence.

- *Les immigrés établis*. Après 5 ou 10 ans de résidence dans le pays — durée variable selon le pays d'origine en fonction d'accords bilatéraux avec la Suisse —, un immigré peut obtenir le permis d'établissement. Celui-ci a en principe une durée illimitée. Les immigrés établis ont les mêmes droits sociaux que les Suisses. Dans la terminologie officielle, ils sont assimilés aux « indigènes ».

- *Les saisonniers*. Ces immigrés, travaillant notamment dans la construction, dans l'hôtellerie et dans l'agriculture, ne peuvent rester plus de 9 mois dans le pays. Leur contrat de travail est ainsi rompu une fois par an. En principe, ils ne peuvent changer ni de canton de résidence ni de branche d'activité. Légalement, ils n'habitent pas en Suisse et le regroupement familial leur est interdit. Ils logent en général dans des logements appartenant au patron et n'ont d'autre fonction que de travailler. Seule une minorité de saisonniers peut accéder, après plusieurs saisons de travail en Suisse, à un statut durable (7 à 8 000 sur un total de 100 000).

- *Les frontaliers*. Ces étrangers sont obligés de quitter chaque jour le pays. Ils travaillent dans une région limitrophe et sont domiciliés dans un pays voisin.

- *Les permis courts*. Ces permis, non renouvelables, sont délivrés pour une durée maximum de 3 mois.

Comme dans tout système de contrôle des flux migratoires, il s'ajoute à ces cinq statuts la catégorie des « clandestins », qui n'ont aucun droit et se comptent par dizaines de milliers.

Dès 1962, la Confédération helvétique a introduit le contingentement des travailleurs immigrés. Depuis 1973, celui-ci est extrêmement restrictif pour les

1. La Suisse est le pays qui, par tête d'habitant, investit le plus de capitaux hors de ses frontières.

2. La législation suisse permet d'obtenir la mise au vote populaire de n'importe quelle proposition, pour peu que l'initiative qui la supporte ait obtenu le nombre de signatures nécessaires. Ainsi, en récoltant 50 000 signatures, l'on peut obliger le gouvernement fédéral à soumettre à un vote populaire une décision parlementaire. C'est ce que l'on appelle le référendum. En récoltant 100 000 signatures sur un texte d'initiative, il est possible d'exiger une votation populaire pour imposer une modification de la Constitution fédérale.

3. Dans deux cantons de Suisse romande, ceux du Jura et de Neuchâtel, les immigrés de vieille date ont le droit de participer aux votations locales, mais ils ne sont pas éligibles.

«étrangers en séjour.» Seulement quelques centaines par canton sont admis chaque année dans cette catégorie. Ce contingentement est beaucoup moins restrictif pour les saisonniers, tandis que les frontaliers ne sont pas contingentés. Cette politique, ainsi que la récession économique, ont conduit à une stabilisation de la population résidente immigrée, alors que le nombre de travailleurs migrants non domiciliés en Suisse varie en fonction des fluctuations économiques, conjoncturelles, annuelles et sectorielles.

La stabilisation de l'immigration a conduit à la prédominance des immigrés établis sur les immigrés en séjour, et à un accroissement relatif du nombre des immigrés de la deuxième et de la troisième génération nés en Suisse (cf. tableau ci-dessous).

ETRANGERS PAR CATEGORIE D'AUTORISATION (en milliers)

	Habitants		Travailleurs	
	1975	1983	1975	1983
Etablis	651	717	329	403
En séjour	358	209	240	122
Saisonniers	—	—	86	100
Frontaliers	—	—	99	105
Total	1 012	926	754	730

UTILISATION ECONOMIQUE DE L'IMMIGRATION PAR LA BOURGEOISIE

Pour profiter au mieux du boom économique des années d'après-guerre, le patronat suisse a misé, dès 1945, sur une croissance extensive de la production. La pénurie de main-d'œuvre indigène risquait de freiner ce projet tout en entraînant des hausses de salaire sans luttes syndicales. Ces deux écueils ont pu être évités grâce à l'embauche de travailleurs étrangers disponibles en masse dans les pays limitrophes et prêts à travailler pour de bas salaires.

La production et les profits patronaux ont alors connu une croissance spectaculaire. L'augmentation moyenne des salaires est par contre restée modeste. Pendant les années 1950 et au début des années 1960, l'immigration joua ainsi le rôle classique d'armée de réserve industrielle.

Etant donné que cette haute conjoncture s'est poursuivie en Suisse sans interruption jusqu'au milieu des années 1970, les travailleurs immigrés ont acquis, petit à petit, un rôle structurel dans le cadre de l'économie. Dans plusieurs secteurs industriels, ainsi que dans le bâtiment et l'hôtellerie, ils occupent une position très importante, comme le montre le tableau ci-après. Et au sein des entreprises industrielles, ils dominent les emplois productifs. De leur côté, les travailleurs suisses ont «émigré» vers les emplois du secteur tertiaire pour occuper des postes techniques, commerciaux et de contrôle de la production au sein des entreprises industrielles.

TRAVAILLEURS ETRANGERS PAR SECTEURS ECONOMIQUES EN 1975 (en milliers)

	En tout	Etrangers	%
Industrie	954	289	30
Textile	43	21	48
Habillement	46	26	55
Métallurgie	176	50	28
Machines	259	81	31
Bâtiment	226	106	46
Services	1 324	222	17
Hôtellerie	159	58	19
Santé	177	34	19

La majorité des immigrés employés dans l'industrie ont une qualification professionnelle et disposent d'une autorisation de séjour durable. Mais le système des statuts différenciés a toujours pour effet que plusieurs centaines de milliers d'immigrés à statut précaire (frontaliers, saisonniers, permis courts, clandestins) jouent encore, dans les régions et les secteurs économiques auxquels ils sont destinés, le rôle d'armée de réserve industrielle. La bourgeoisie suisse utilise ainsi sciemment la législation sur les étrangers pour éviter que la pression vers la rationalisation s'exerce de plein fouet sur certaines régions et branches économiques retardataires. Le prix en est évidemment payé par tous les travailleurs concernés, qu'ils soient suisses ou immigrés. Quelques exemples suffisent à en témoigner. Au Tessin, où 36 % des emplois industriels sont occupés par des frontaliers, les salaires étaient, en 1978, de 16 % en moyenne plus bas que la moyenne nationale des salaires et de 23,2 % plus bas que la moyenne des salaires dans l'industrie. Dans la construction, l'hôtellerie et l'agriculture, où la majorité des immigrés qui y travaillent sont des saisonniers, les salaires sont plus bas que dans les autres branches, et les horaires de travail nettement plus longs (47, 54, voire 60 heures par semaine).

Mais la bourgeoisie exploite encore un autre avantage structurel important permis par l'immigration. Les enfants des immigrés assurent au capitalisme suisse, pour demain, un réservoir important de main-d'œuvre non qualifiée. Le refus officiel de palier au handicap linguistique qui pénalise les enfants d'immigrés dans le système scolaire empêche en effet bon nombre d'entre eux d'accéder à une formation professionnelle de qualité. En 1983, le pourcentage de jeunes immigrés (entre 16 et 19 ans) sans formation (soit 42,3 % du total de la jeunesse immigrée), représentait le double de la moyenne nationale pour les jeunes suisses (21,6 %).

L'IMMIGRATION DANS LA RECESSION

L'intérêt principal de la législation sur les étrangers, pour la bourgeoisie suisse, est cependant apparu avec la récession économique de 1974. L'immigration jouait de façon exemplaire, pendant cette période, le rôle de coussin amortisseur de la crise. Le nombre d'emplois connaissait une chute spectaculaire, sans que l'on en

registre pour autant l'apparition d'un chômage notable. Entre 1973 et 1977, la population active a diminué de 280 000 unités, dont seulement 73 000 autochtones, le reste concernant des immigrés. Les trois quarts de la diminution des emplois ont donc touché les immigrés. Le constat est sans équivoque : la législation sur les immigrés, en permettant de renvoyer les immigrés chômeurs dans leurs pays d'origine, a permis d'exporter le chômage.

La comparaison de l'évolution du nombre d'immigrés avec celle du produit social brut montre, jusqu'en 1973, un parallélisme frappant entre les deux courbes. Mais pour la période de redémarrage, après la crise de 1974, cette comparaison indique également que la bourgeoisie s'est appuyée sur la combinaison entre les fluctuations économiques et la politique de contingentement de l'immigration pour imposer la reconversion d'une économie à croissance extensive en une économie à croissance intensive. La rationalisation du capitalisme suisse, dans le cours de la crise économique, a permis le relèvement du produit social brut après 1977, tandis que la population étrangère résidente demeurait stable, au niveau de l'année 1965.

Cependant, il est prévisible que la bourgeoisie ne pourra plus répéter, à l'avenir, son coup de 1974. En effet, l'immigration qui subsiste joue désormais un rôle structurel dans l'économie, et le mouvement de rationalisation et de restructuring en cours touche indifféremment les immigrés et les Suisses. Le pays connaît donc aujourd'hui un chômage réel (1,2 % de la population active, 4 % à Bienne ou à Bâle) que ne vient plus entièrement amortir, comme en 1974, le départ massif d'immigrés chômeurs.

LE MOUVEMENT OUVRIER ET L'IMMIGRATION

L'aisance avec laquelle la bourgeoisie a su manipuler l'immigration à son profit n'est évidemment pas due à son génie propre, mais découle avant tout de l'incapacité totale du mouvement ouvrier de riposter aux manœuvres du patronat par une politique résolument unitaire.

Des centaines de prises de position témoignent, dès les années 1950, du rejet de l'immigration par les organisations ouvrières suisses. L'arrivée des travailleurs étrangers n'était perçue que comme une simple manœuvre patronale. Par peur de la «vermine communiste», on ne faisait aucun effort pour intégrer ces nouveaux collègues de travail dans les syndicats. L'Union syndicale suisse (USS), principale centrale syndicale du pays, d'obédience socialiste, était, en 1958, la première organisation à réclamer des mesures étatiques de limitation de l'arrivée de travailleurs immigrés et de protection prioritaire des travailleurs indigènes. Cette attitude découle évidemment très directement de l'orientation politique des syndicats. Ils ont signé avec le patronat, dès avant la Seconde Guerre mondiale, des accords de paix sociale par lesquels les «partenaires sociaux» s'engageaient à renoncer à toute forme de grève ou de lock-

out. Dans ce cadre, les pressions de la loi de l'offre et de la demande de main-d'œuvre sur le marché du travail constituent la principale ressource des travailleurs pour obtenir des améliorations salariales. Les recours à la main-d'œuvre étrangère a permis au patronat d'échapper à cette pression. Les directions syndicales, entièrement acquises à la politique de paix sociale, ne pouvaient que chercher à rétablir cette pression par tous les moyens imaginables et, pendant des années, elles n'hésitèrent pas à faire vibrer la fibre nationaliste et xénophobe pour parvenir à leurs fins.

Enregistrant petit à petit le caractère durable de l'immigration et le rôle important qu'elle jouait comme base de recrutement pour les organisations ouvrières, les directions syndicales ont un peu modifié leur position durant les années 1970. Elles affirment aujourd'hui que la stabilisation du nombre d'immigrés représenterait, dans les conditions actuelles de la Suisse, un corollaire indispensable à l'amélioration des droits des immigrés. Dans la pratique, les directions ouvrières interviennent cependant auprès du gouvernement surtout pour obtenir la réduction des contingents de travailleurs étrangers en séjour et des saisonniers, ainsi que l'introduction du contingentement pour les travailleurs frontaliers. Les revendications en vue d'améliorer les droits des immigrés sont, de leur part, moins nombreuses et moins incisives.

Certes, les syndicats et les partis réformistes font quelques efforts de recrutement en direction de l'immigration, mais leur politique de paix sociale, la vie syndicale morne qui en découle, et les prises de position qu'ils adoptent sur la question de l'immigration n'exercent pas une très grande attraction auprès des immigrés. Le résultat de cette orientation est que les syndicats et les partis réformistes n'exercent pas un réel impact sur la politique que la bourgeoisie mène contre les immigrés, et que ces derniers sont tout à fait démunis face aux agissements des organisations xénophobes.

LES MOUVEMENTS XÉNOPHOBES

Le courant xénophobe est né en 1961 à Winterthur. Il est notamment connu sous le nom d'Action nationale contre l'emprise étrangère. Il applique une stratégie strictement legaliste, en utilisant exclusivement des moyens institutionnels : la pétition, l'initiative et le référendum populaire. Sa méthode consiste à accuser le gouvernement de ne pas appliquer les termes de la loi de 1931 qui, rappelons-le, comporte l'objectif de lutter contre la surpopulation étrangère. Sur le plan électoral, il enregistre des résultats variables, mais en général modestes. Cependant, les actions qu'il lance en vue de réduire le nombre des immigrés et de restreindre leurs droits ont toujours un impact de masse. Si aucune de ses multiples initiatives populaires n'a été approuvée par la majorité, elles ont toutes obtenu des scores élevés, et la bourgeoisie peut s'en prévaloir depuis 15 ans pour accentuer sa po-

litique de division de la classe ouvrière.

Ces dernières années, les courants xénophobes et racistes ont le vent en poupe. Leurs scores électoraux s'améliorent. En 1982, ils ont réussi à faire échouer, lors d'une votation populaire, un projet de nouvelle loi sur les immigrés qui n'apportait pourtant pas véritablement d'avantages aux immigrés. Actuellement, ils participent, aux côtés de toute la droite, à une campagne haineuse pour la restriction du droit d'asile, en récoltant parallèlement des signatures pour une nouvelle initiative anti-immigrés. Cette initiative a de fortes chances d'être adoptée lors du vote, car son texte est d'apparence modérée. Son application scellerait pourtant définitivement la division légale entre Suisses et immigrés.

LES FORMES D'ACTION DES IMMIGRÉS

Le poids des organisations d'immigrés est restreint. On estime que seulement 10 % environ d'entre eux sont affiliés à une association. Seules les associations italiennes et espagnoles sont coordonnées nationalement et ont une apparition sur la scène politique. Les partis communistes italien et espagnol y jouent un rôle déterminant, mais leur seul objectif est d'assurer leur poids électoral dans l'immigration.

Avant la récession de 1974, les organisations d'immigrés intervenaient activement dans la vie politique suisse et contre les courants xénophobes. Aujourd'hui, elles s'orientent essentiellement vers leurs pays d'origine, mais les immigrés continuent de jouer un rôle actif dans les quelques luttes ouvrières qui ont lieu. En 1980, l'association d'immigrés dénommée Colonies libres italiennes a lancé une pétition nationale pour réclamer les droits politiques pour les immigrés, et, au début de cette année, elles ont lancé une pétition d'appui à l'initiative lancée par l'Union syndicale suisse pour l'introduction de la semaine de 40 heures.

L'impact de cette activité est évidemment limité par la faiblesse du courant unitaire entre travailleurs nationaux et immigrés. Un tel courant existe pourtant et n'a pas cessé de développer son projet, en dépit des difficultés objectives dans lesquelles se déroule son action. Le Parti socialiste ouvrier (PSO), section suisse de la IVe Internationale, y joue depuis sa fondation un rôle actif.

LA LUTTE DIFFICILE POUR L'UNITÉ

Pendant la première moitié des années 1970, les efforts étaient concentrés sur la lutte contre les initiatives xénophobes. L'immigration y participait activement en se mobilisant souvent aux côtés de l'extrême gauche. Ce mouvement n'avait ce-

pendant pas d'impact sur le mouvement ouvrier officiel. Celui-ci poussait son collaborationisme jusqu'à mener, en 1970, sa campagne « anti-xénophobe » aux côtés du patronat et du gouvernement.

Au milieu des années 1970, des chrétiens estimèrent que le moment était venu pour passer à la contre-offensive. Ils lancèrent l'initiative populaire « Etre solidaires ». De fait, cette initiative reprenait le discours officiel du mouvement ouvrier. Elle proposait en effet de combiner l'égalité des droits sociaux entre Suisses et immigrés, l'abolition du statut de saisonnier, et une limitation draconienne de l'arrivée de nouveaux immigrants. Cette proposition obtint un réel succès dans le mouvement ouvrier et conduisit l'Union syndicale suisse à se prononcer enfin pour l'abolition du statut de saisonnier. Tous les partis de gauche, y compris le PSO, et plusieurs fédérations syndicales appelèrent à voter « oui » lors de la votation qui eût lieu en avril 1981. Ce fut un désastre. Un septième seulement des votants s'est prononcé en sa faveur. Ce résultat a démobilisé de nombreux militants suisses et immigrés. Les directions syndicales collaborationnistes, le gouvernement, les partis majoritaires de droite et de gauche, ainsi que le mouvement xénophobe, étaient tous confortés dans leurs positions respectives.

La lutte pour l'unité ne s'est pourtant pas arrêtée là et le PSO y attribue une grande importance, contrairement aux autres partis de gauche, qui ont plutôt tendance à délaisser ce terrain électoralement peu payant.

Le PSO n'a jamais cessé de réclamer l'égalité totale des droits sociaux et politiques pour tous ceux qui vivent et travaillent dans le pays, y compris les demandeurs d'asile, de dénoncer la collusion de fait qui lie la politique bourgeoise en matière d'immigration et les revendications de la vermine xénophobe, et d'essayer de convaincre les travailleurs suisses ou immigrés qu'ils font fausse route en cherchant refuge derrière le contingentement des étrangers et le contrôle policier qui en résulte pour une partie de la classe ouvrière.

Les objectifs actuels du PSO sont doubles. Il s'agit, d'une part, d'accroître le poids du courant unitaire à l'intérieur des organisations ouvrières, en démontrant dans les faits que la nécessité de rompre avec la politique de paix sociale des directions ouvrières officielles va de pair avec la nécessité de réaliser la solidarité et l'égalité des droits entre travailleurs suisses et immigrés. Et, d'autre part, de réaliser l'unité entre Suisses et immigrés dans l'action politique concrète, en associant systématiquement les organisations de l'immigration aux activités de défense et de développement des droits des travailleurs de ce pays.

Il s'agit certes là d'un combat long et relativement peu spectaculaire, mais essentiel pour l'avenir du mouvement ouvrier suisse. ■

Urs FAUCHER,
Lausanne, 10 avril 1984.

INPRECOR
INTERCONTINENTAL PRESS

Réabonnez-vous à « INPRECOR » !

Il y a dix ans, le 25 avril 1974, la chute de la dictature

L'ACTUEL maréchal Antonio Spínola, porté à cette dignité voici peu de temps, a été nommé président de la commission chargée d'organiser la commémoration officielle du dixième anniversaire du coup d'Etat du 25 avril 1974, qui a mis fin à la dictature de Marcelo Caetano. Ancien combattant aux côtés des troupes nazies pendant la dernière guerre mondiale, brillant officier des guerres coloniales portugaises et gouverneur de la Guinée-Bissau en 1968, responsable de l'assassinat, en janvier 1973, du dirigeant nationaliste guinéen Amílcar Cabral, premier président de la République portugaise pendant quelques mois (après la chute de la dictature) et responsable des putschs ratés du 28 septembre 1974 et du 11 mars 1975, Spínola a ensuite organisé en exil une force terroriste responsable de nombreux attentats et assassinats. Le journaliste Gunter Walraff, qui était parvenu à pénétrer au sein de l'entourage de ce vieux général, a publiquement révélé ses plans de lutte armée pour le renversement du régime issu du 25 avril.

De retour au Portugal, voici pourtant Spínola organisant la commémoration d'une révolution à laquelle non seulement il n'a pas participé, mais à laquelle il s'est opposé et qu'il a tenté de détruire par la force des armes. Durant ces dix dernières années,

les paradoxes de ce genre n'ont pas manqué. Un Premier ministre socialiste, Mario Soares, annonce que son gouvernement va mettre le socialisme dans un tiroir... Un ministre de l'Education, franc-maçon, qui concède à l'Eglise catholique des facilités dans l'enseignement officiel que le dictateur Salazar n'avait jamais acceptées... Le registre des anecdotes au sujet de la révolution est rempli de signes qui illustrent que la classe politique au pouvoir, constituée à la va-vite, ne pouvait avoir les bonnes manières et la dignité apparente des « démocraties occidentales ».

Comment s'est déroulée la révolution portugaise et quel héritage a-t-elle légué ? Voici des éléments qui ne sont pas faciles à expliquer. Les particularités de cette crise pré-révolutionnaire, l'application concrète de la politique des partis majoritaires de la classe ouvrière, et plus particulièrement le « caractère exceptionnel » du Parti communiste portugais (PCP), quelques questions, enfin, mises à l'ordre du jour de la révolution européenne, tels seront les thèmes traités dans cet article à l'occasion du dixième anniversaire du renversement de la dictature, le 25 avril 1974.

Francisco LOUÇA

Quand, le 9 septembre 1973, 136 officiers se sont réunis pour discuter de problèmes professionnels, les mesures les plus radicales qui émergèrent pour faire valoir leurs revendications furent la proposition d'une grève et d'une manifestation. Mais c'était déjà, en quelque sorte, l'acte de naissance du Mouvement des forces armées (MFA). Deux mois plus tard, un coup d'Etat était déjà en marche. Initialement, le prétexte en était plus qu'ambigu : les officiers du cadre permanent de l'armée de métier voulaient empêcher l'application d'une mesure gouvernementale qui, pour surmonter le manque d'officiers nécessaires à la poursuite de la guerre coloniale, permettait quiconque ayant une formation universitaire d'acquiescer, après six mois d'entraînement, le même statut et le même salaire que les officiers qui avaient lentement grimpé les échelons hiérarchiques de la carrière dans l'armée. Mais ces réunions, animées par les militaires les plus radicaux, ont été suffisantes pour mettre sur pied une large coalition où confluaient, à côté des revendications corporatistes, la volonté d'en finir avec la guerre sur les trois fronts (Angola, Mozambique, Guinée-Bissau) — qui, proportionnellement à la taille du pays coûtait, en vies humaines et en argent, le double de ce que représentait la guerre du Vietnam pour les Etats-Unis —, et l'aspiration au rétablissement des libertés démocratiques asphyxiées par la plus vieille dictature d'Europe. Des militaires de droite et d'extrême-droite participaient à ces réunions aux côtés de militants du PCP ou de l'extrême gauche.



Manifestation de soldats lors d'un 1er mai au Portugal. (DR)

Voilà les raisons pour lesquelles l'énorme appareil policier du dictateur — la Police interne et de défense de l'Etat (PIDE) comptait alors environ 22 000 agents et 200 000 informateurs, soit à peu près 1 pour 40 Portugais résidant dans le pays — a été incapable d'enrayer un mouvement dont il connaissait l'existence. Celui-ci était en effet l'expression des sentiments d'une grande partie du corps des officiers, ceux-là même qui commandaient directement les troupes, notamment celles engagées dans les guerres coloniales. Le coup d'Etat était cependant un secret de polichinelle. Le Premier ministre, Marcelo Caetano lui-même, tenta d'anticiper ses conséquences en organisant une passation de pouvoir dans le calme aux mains des généraux qui pour-

raient faire le lien avec les mécontents : Costa Gomes et Spínola, à cette époque respectivement chef et chef d'état-major adjoint des forces armées. Ces tentatives ayant échoué, le régime chercha alors à affirmer une position de force. Spínola et Costa Gomes sont démis de leurs fonctions, le reste des généraux faisant serment de fidélité à Caetano. Nous sommes le 14 mars 1974 dans l'après-midi. Deux jours plus tard, le régiment de Caldas da Rainha marche sur Lisbonne, avec des chars blindés et 200 hommes qui n'avaient pas reçu à temps l'ordre de l'annulation de l'action militaire qui était en cours de préparation et qui avait été finalement ajournée.

Mis à part l'échec de ce putsch, au cours duquel pas un seul coup de feu n'a

été tiré, le régime a été incapable d'organiser une répression efficace et de démanteler le Mouvement des forces armées. Les conspirateurs retournèrent calmement à leur entreprise. Dans la nuit du 23 au 24 avril 1974, Otelo Saraiva de Carvalho, qui dirige l'action des militaires du MFA,

installe son poste de commandement au quartier de Pontinha, dans la capitale. La grande majorité des unités militaires obéissent à ses ordres. Les stations de radio, de télévision, l'aéroport et les ministères sont occupés les uns après les autres (1).

LA CHUTE DE LA DICTATURE ET LA CRISE PRÉ-RÉVOLUTIONNAIRE

Trois faits doivent être pris en compte dans l'appréciation de ce soulèvement des militaires, auquel beaucoup de ce qui va suivre est lié.

Tout d'abord, le coup d'Etat militaire s'est fixé comme premier objectif l'occupation des principaux moyens de communication de masse. Le contrôle de ces postes clefs a permis de créer rapidement un relais à l'action des militaires au niveau des forces politiques. La population a été alertée, elle est descendue dans la rue. Les moyens de transport avaient d'énormes difficultés à circuler. Les soldats restés fidèles au régime de Caetano subissaient l'impact psychologique de nouvelles leur parvenant sans démentis et rendant compte, parfois avec exagération, du contrôle de la situation par le MFA. Deux choses ont été particulièrement décisives sur le plan psychologique. En premier lieu, le fait que la radio captait et retransmettait les appels que les chefs militaires de la dictature et les ministres se communiquaient entre eux et qui témoignaient tout particulièrement de leur indécision et de leur confusion. Il n'y avait rien de meilleur pour briser le moral de leurs troupes. D'autre part, et ce ne fut pas le moins important, l'appui que les soldats révoltés ont reçu de la part de la population leur a donné confiance, car ils étaient initialement sortis de leurs casernes sous l'ordre de leurs capitaines, mais sans avoir connaissance de leur mission...

Ensuite, les masses populaires ont immédiatement occupé les centres des principales villes, de manière totalement spontanée, au grand avantage des militaires en révolte, qui sont alimentés par la population. Devançant même l'action des militaires, ces masses donnent l'assaut au quartier général de la PIDE, libérant des prisonniers politiques et commençant ainsi à influencer le cours des événements. Ce mouvement populaire spontané culmine le 1er mai, lors de la plus grande manifestation qu'ait connue le pays.

Enfin, le régime lui-même essaie d'éviter l'affrontement. Son incapacité opérationnelle est surprenante : Marcelo Caetano, Premier ministre et homme fort du régime, ne suit pas le plan d'urgence prévu en cas de soulèvement et ne se réfugie pas à la caserne de Monsanto, pourtant très bien équipée pour résister. Il court se réfugier à la caserne de Carmo, demeurant isolé au centre de Lisbonne. Il se trouve immédiatement encerclé par les soldats du MFA et par des civils. Il ne donne alors aucun ordre à ses ministres, qui s'enfuient de tous côtés. Le président de la République, Americo Tomas, reste toute la journée chez lui. Personne ne s'est souvenu de son existence ! L'unique

initiative prise par Marcelo Caetano a pour objectif de préparer sa succession en la personne de Spínola. Il fait venir le général, qui lui garantit n'être pour rien dans le coup d'Etat — ce qui est en partie vrai — et lui demande de recevoir le pouvoir avant qu'il ne « tombe aux mains de la rue ». Spínola demande au MFA le mandat pour l'opération de passation du pouvoir et le reçoit : la révolution respectait encore les règles.

Ainsi se terminent les 48 années d'existence de la dictature.

L'ÉCHEC DU SPINOLISME ET LA CRISE PRÉ-RÉVOLUTIONNAIRE

Le dernier acte de la dictature a été de transmettre le pouvoir à Spínola, qui forme rapidement, dès le 26 avril, une Junta de salut national pour formaliser sa nomination comme président de l'Etat. Le mouvement des capitaines était ainsi contourné. Nul ne doutait du fait que les officiers présents au sein de la junte ne représentaient pas le MFA. Mais le compromis est accepté, Spínola nommé président de la République le 15 mai 1974. Il nomme alors un gouvernement provisoire, avec Palma Carlos comme Premier ministre et un de ses fidèles, Firmino Miguel, comme ministre de la Défense, et crée un Conseil d'Etat auquel sont associées des personnalités civiles (16 militaires et 5 civils).

C'est dans ce contexte que se prépare la première confrontation qui va déterminer le cours de la révolution. Le général Spínola représente de fait l'unique possibilité pour la bourgeoisie de contrôler la crise ouverte par le coup du 25 avril effectué par les militaires, et de rétablir rapidement un centre de pouvoir en sa faveur. Ses liens étroits avec le capital financier lui assurent l'appui de la bourgeoisie. Les sommets de la hiérarchie militaire, du moins ceux qui ont su choisir le parti vainqueur pendant le putsch et qui conservent ainsi leur poste, sont avec lui. Il joue sa dernière carte et cherche à renforcer son pouvoir en ajournant les élections pour l'Assemblée constituante et en faisant entériner son rôle de président, marginalisant de la sorte les officiers du MFA, structure qu'il prétend d'ailleurs dissoudre.

Ce pouvoir fort est la condition pour atteindre deux objectifs ; d'une part, contrôler le mouvement des masses populaires et, de l'autre, empêcher la décolonisation des colonies portugaises, en imposant une solution néo-coloniale en liaison avec les impérialismes les plus forts. A travers ces deux objectifs se résume la limite des concessions que la bourgeoisie pensait

pouvoir accorder. Le nouveau régime devait laisser le changement démocratique à la porte des usines, et surtout ne pas le laisser sortir de la métropole et atteindre les possessions coloniales portugaises, telles étaient les conditions fondamentales avec lesquelles la bourgeoisie identifiait la défense de son ordre.

Lorsqu'il fut consulté pour la rédaction du programme du MFA, en mars 1974, Spínola s'était prononcé pour la restriction des libertés et, particulièrement, pour une libération sélective des prisonniers politiques, pour la limitation du droit d'association politique et, surtout, pour le refus du « droit à l'autodétermination » des peuples colonisés (2). Lors de son premier discours au nom de la junte, il déclare textuellement que « sa première tâche était de garantir la survie de la nation souveraine dans son entité pluri-continentale ».

Le premier objectif est immédiatement réglé par les événements. Les prisonniers politiques refusent une libération sélective et revendiquent « Tous ou personne ». Ce sera donc tout le monde. Dans les semaines qui suivent le 25 avril, les partis politiques apparaissent au grand jour, les locaux des syndicats nationaux commencent à être occupés par les travailleurs, tout comme les municipalités ; les structures répressives, tels que l'organisation paramilitaire de la Légion portugaise ou les services de la censure, sont saccagées par les masses. Le 11 mai commence l'occupation des maisons vides par les familles pauvres. Le gouvernement a été obligé de reconnaître ces situations de fait.

Il faut souligner aussi que les partis de droite ont tardé à se former : le Parti populaire démocratique (PPD) d'abord, puis le Centre démocratique et social (CDS) ensuite, ont le soutien et la garantie financière des spinolistes (3). Spínola, qui essaie de créer une structure qui soutienne sa lutte pour le pouvoir, échouera dans ses objectifs. C'est d'abord la chute du premier gouvernement provisoire mis en place le 16 mai, et qui avait tenté de donner les pleins pouvoirs au général Spínola. Le MFA impose, en juillet 1974, un second gouvernement, avec Vasco Gonçalves comme Premier ministre. C'est ensuite l'échec du coup de force spinoliste du 28 septembre 1974 et la démission du président. C'est enfin le putsch du 11 mars 1975, dont la défaite oblige Spínola à s'enfuir en Espagne.

1. Le 24 avril à 0 h 25, la chanson des putschistes, « Grandola, Vila Morena » est émise par la station d'opposition « Radio Renaissance ». Le coup d'Etat était en marche. A 3 h, le centre de Lisbonne, la radio et la télévision sont occupés. Une heure plus tard, c'est le tour de l'aéroport. Le premier communiqué du MFA est retransmis à la radio à 4 h 20. A 6 h commence l'occupation des ministères. En fin d'après-midi, Caetano se rend et remet le pouvoir entre les mains du général Spínola.

2. Les documents concernant cette question ont été publiés par Otelo de Carvalho dans *L'Aube d'avril*, Lisbonne, 1977, pages 339 et 478.

3. Medeiros Feireira, *Essai historique sur la révolution du 25 avril*, Lisbonne, 1983.

L'échec du spinolisme est donc la première grande étape de la révolution portugaise. Bien plus encore que les luttes postérieures pour le pouvoir — excepté celle du 25 novembre 1975 —, la déroute de Spinoza met un terme à ce chapitre. Avec cet épisode s'effondre la stratégie de la bourgeoisie portugaise des premiers mois de la révolution, qui avait essayé d'appliquer le précepte suivant : « Si tu ne peux les briser, rejoins-les ! »

De fait, l'espérance bourgeoise d'une continuité organique du régime, à l'aide d'une légère opération de chirurgie esthétique, était liée à la possibilité de maintenir intactes les conditions fondamentales de l'exploitation des travailleurs portugais et des colonies. L'indépendance des colonies, imposée sur le terrain par la fraternisation entre les deux camps — mise à part la hiérarchie militaire portugaise, qui rêvait de reconstruire une communauté lusophone intercontinentale — ajoutée à l'énorme mobilisation des travailleurs en métropole, ont détruit les projets de la grande bourgeoisie. C'est alors que les riches familles capitalistes, comme celles de Galvão de Melo et Antonio Champalimaud, reconvertis, mais sans succès, en hommes de main des bandes spinolistes, se retrouvent sans perspectives, s'enfuyant dans les deux hélicoptères de leur général. Leurs biens seront nationalisés après le 11 mars 1975. Marcelo Caetano a perdu là son dernier pari.

LA CRISE DE L'ÉTAT ET LES PARTICULARITÉS DE LA MONTÉE RÉVOLUTIONNAIRE

Cet échec de la bourgeoisie à contenir le processus révolutionnaire à cette étape doit être évalué dans toute sa dimension. Il laisse sans alternative immédiate, en termes de pouvoir, cette bourgeoisie portugaise dont le dictateur Caetano disait, avec un certain cynisme et beaucoup de vérité, qu'« habituée à goûter un climat de paix durant presque un demi-siècle, sous la protection de quelques institutions policières qui lui servaient de bouclier, elle n'avait pas l'esprit combatif et ne savait comment agir pour défendre les principes qu'elle prétendait avoir » (4).

C'est là une situation d'impuissance politique qui a beaucoup à voir avec les caractéristiques propres de cette longue dictature. A l'opposé des régimes fascistes européens construits sur la base de partis fascistes de masse, la dictature portugaise s'est implantée en créant d'abord son appareil d'Etat, puis, ensuite seulement, un parti politique, l'Union nationale. A aucun moment, si l'on excepte les années cruciales de 1930-1933, avant l'établissement de « l'Etat nouveau » et du régime corporatiste proprement dit, la petite bourgeoisie ne s'est massivement mobilisée dans des structures politiques qui auraient pu s'assimiler aux mouvements nazis. Ce fascisme « catholique » et provincial a eu l'habileté d'arriver à équilibrer politiquement les intérêts de nombreuses fractions de la bourgeoisie. Aucune d'entre elles n'a donné naissance à une alternative, et les mécontents ont



Manifestation de soutien au président Samora Machel, au Mozambique, en 1976. (DR)

toujours fini en exil, en prison ou dans la tombe. L'unique courant bourgeois d'opposition qui s'est distingué dans les dernières années est celui du Parti social-démocrate (PSD). Mais il s'est tout de suite compromis avec Spinoza et la stratégie de réforme du régime dictatorial. Ses principaux dirigeants, et notamment Sa Carneiro, avaient été députés de l'Union nationale de Salazar.

Dans ce contexte, la crise de domination politique de la bourgeoisie prenait une dimension extraordinaire. Son moteur principal se trouvait au sein des forces armées, garde prétorienne du pouvoir pendant plusieurs années, et la crise se propageait à tout l'appareil d'Etat — corps répressifs, tribunaux, écoles, information, médias — sans qu'aucune force bourgeoise n'ait la consistance politique suffisante pour redresser la barre. Cette particularité a induit en erreur de nombreux observateurs, leur faisant sous-estimer l'ampleur de la crise de l'appareil d'Etat (5). Ainsi est méconnue l'existence d'une crise globale de l'Etat et l'évolution dialectique à laquelle elle donnait lieu : le mouvement des masses pénétrait les brèches créées par la paralysie de l'appareil de répression, étendait ses initiatives, gagnait en force par ses occupations de logements, de terres et d'usines, généralisait la démocratie directe, accélérait la décomposition de l'armée et accentuait la fragilité des gouvernements. La radicalisation politique à laquelle on assistait était le produit de cette dialectique, la crise de l'appareil d'Etat facilitant l'offensive du mouvement de masse, qui, à son tour, influençait les rapports de forces au sein du MFA.

Car, cette contradiction porte un nom : le MFA, la pointe de l'iceberg du pouvoir. Après la déroute des généraux, c'est la structure d'organisation des capitaines que l'on retrouve au centre du pouvoir. Au tout début de l'offensive qui devait préparer le coup d'Etat de novembre 1975, le courant du MFA connu sous le

nom de Groupe des Neuf (Melo Antunes, Vasco Lourenço, etc.) l'a clairement affirmé : « Sans clarifier la question du pouvoir dans le MFA, il est impossible de maîtriser à fond le problème de l'organisation de l'Etat, évitant sa complète destruction. (...) Il est nécessaire de rejeter catégoriquement l'anarchisme et le populisme, qui conduisent inévitablement à la dissolution catastrophique de l'Etat, lors d'une phase de développement de la société, dans laquelle, sans l'Etat, aucun projet n'est viable. (6) » Et les auteurs de ces propos connaissent, pour le moins, le thème de la pièce qu'ils sont alors en train d'interpréter.

Traversé par une multiplicité de pressions, le MFA se cartellise durant l'été 1975, d'une part sous l'effet conjugué de l'offensive de son aile droite et des centristes, qui préparaient le putsch en utilisant les structures traditionnelles de la hiérarchie militaire, et, d'autre part, sous l'effet de l'offensive ouvrière, concrétisée par une généralisation de l'auto-organisation et le développement des initiatives autonomes. Leur expression la plus avancée, c'est le mouvement des soldats, qui crée un large mouvement démocratique et revendicatif appelé le SUV (Soldats

4. Marcelo Caetano, *Déposition*, Editions Revord, Rio de Janeiro, 1974.

5. Dans 68-78, un fantasma perigoso, Raiz et Utopia, numéro 5-6, p. 73, Alfredo Margarido, par exemple, affirmait que « ce qui s'est constamment vérifié au Portugal, c'est la lutte entre différents secteurs de la nouvelle classe politique pour occuper l'appareil d'Etat, sans que la structure étatique elle-même ne soit jamais remise en cause ». De son côté, Pierre Naville poussait des cris d'alarme sur le fait que les militaires n'avaient abandonné aucune parcelle de pouvoir, se limitant à créer une fiction de démocratisation du régime. Roger Garaudy a aussi exprimé des réserves du même type : l'armée, l'appareil répressif par excellence, ne pouvait prétendre et atteindre, selon lui, une réelle libéralisation de la dictature qu'en effectuant des manœuvres politiques limitées.

6. *Jornal Novo*, 7 août 1975.

unis vaincront). Les manifestations, organisées par le SUV en septembre 1975 à Porto et à Lisbonne sont les premiers signes d'une possibilité de débordement de la situation politique et de la création d'une dualité de pouvoir. Ces mobilisations entraînent avec elles d'importants secteurs socialistes, échappent au contrôle du PCP, sont reconnus par les commissions de travailleurs comme une avant-garde de lutte. En isolant les généraux, les capitaines ont participé à l'ouverture de la crise pré-révolutionnaire, mais lorsque les soldats remettent en cause le pouvoir des capitaines, c'est la révolution qui se met en marche.

L'énorme autorité politique que le MFA a conquis auprès du peuple en 1974 et qu'il a maintenue durant une grande partie de l'année 1975, lui a rapporté une large capacité d'intégration des tensions sociales. Mais les observateurs politiques qui voient dans ce processus uniquement un ensemble de manœuvres populistes du bras armé du capital se trompent. Le MFA se divise justement parce qu'il n'est pas cet instrument, parce que la pression de la lutte des masses le traverse de part en part, dans un contexte où il n'existe pas d'alternatives bourgeoises solides et où le rapport des forces évolue en faveur de la classe ouvrière. La particularité du MFA reste cependant inscrite dans ce

cheminement et dans cette crise de direction bourgeoise de la société.

Durant l'année 1975, le MFA a essayé de maintenir l'équilibre en son sein entre les diverses tendances, tout en progressant dans le sens d'un renforcement de son aile gauche. Les forces proches du PCP étaient prédominantes à l'Assemblée du MFA durant les premiers mois de 1975, mais ce sont les forces liées à Otelo de Carvalho et aux groupes d'extrême-gauche qui contrôlaient les principaux commandos opérationnels des troupes stationnées à Lisbonne. Reflet de l'institution militaire, le MFA — dont la structure initiale (mouvement de capitaines, délibérations secrètes dans les assemblées, présentation des décisions à l'unanimité) se calque sur la hiérarchie militaire et la perpétue — a toujours cherché à garantir son rôle comme centre de pouvoir politique. Sur cela, toutes ses tendances étaient d'accord. Se définissant comme « mouvement de libération nationale », il assurait que « c'est au MFA, par l'intermédiaire de ses organes révolutionnaires, la Commission coordinatrice du programme, le Conseil supérieur et l'Assemblée du MFA que revient la direction de l'actuel processus révolutionnaire. (7) » Plus tard, le « Document-guide de l'alliance peuple-MFA » se proposait la création d'un « appareil d'Etat à base populaire

(...) dynamisant les potentialités des initiatives des organes populaires locaux et garantissant le Conseil de la révolution comme le plus haut organe de souveraineté populaire ».

Sur le plan politique, ces glissements correspondent à de nombreuses tentatives de refonte de la direction du MFA et du gouvernement : le 16 juillet 1975 est établi un triumvirat, le Directoire, entre Otelo de Carvalho, Costa Gomes (président de la République) et Vasco Gonçalves (Premier ministre). L'échec du Directoire conduit à de nouvelles évolutions. Le Groupe des Neuf négocie avec Otelo de Carvalho la substitution de Vasco Gonçalves à la fonction de Premier ministre. A ce moment, le PCP est déjà minoritaire à l'Assemblée du MFA. C'est la véritable raison qui amène la direction du PCP à participer au Front uni révolutionnaire (FUR), constitué en août 1975 avec des organisations d'extrême-gauche. Il cherchait ainsi à s'allier à l'extrême gauche pour neutraliser son influence, notamment au sein du MFA, et ouvrir ainsi la voie à une alliance avec le centre. Manœuvre malheureuse qui finit seulement par se concrétiser dans le déroulement des actions militaires du 25 novembre 1975, lorsque le PCP assure la dé-

7. Bulletin du MFA numéro 8, 14 janvier 1975.

Petite chronologie de

— 1974 —

- 1er mai — Gigantesques manifestations populaires.
- 11 mai — Les occupations de maisons sont recon-
nues par la Junte de salut national.
- 15 mai — Spinola est nommé président de la Répu-
blique. Le lendemain est institué le pre-
mier gouvernement provisoire.
- 28 mai — Grève des travailleurs des postes et télé-
communications. La troupe est envoyée
pour briser la lutte. Deux officiers refusent d'appliquer les
ordres et sont emprisonnés pour cela.
- 1er juin — Manifestation du PCP et de l'intersyndi-
cale contre « la grève pour la grève ».
- 10-18 juillet — Coup de force de Spinola. Ne parvenant
pas à la monopolisation des pouvoirs
auxquels il prétendait, Palma Carlos démissionne. Spinola
essaie de créer un gouvernement dirigé par Firmino Miguel.
Puis le MFA impose comme Premier ministre Vasco Gon-
çalves.
- 27 juillet — Spinola reconnaît le droit à l'auto-déter-
mination des colonies.
- 26 août — Signature de l'indépendance de la Gui-
née-Bissau.
- 5 septembre — Signature de l'indépendance du Mozam-
bique.
- 28-30 septembre — Tentative de coup de force spinoliste,
avec l'appui de la garde nationale et des
parachutistes. Barricades populaires. Le
putsch échoue. Spinola démissionne. Costa Gomes le rem-
place et le 3e gouvernement provisoire est formé.

20 octobre

- Congrès extraordinaire du PCP, où le
parti abandonne la référence à la « dicta-
ture du prolétariat ».

— 1975 —

15 janvier

- Accords d'Alvor pour une « transition »
en Angola, avec le FNLA, l'UNITA et le
MPLA.

6 février

- L'Assemblée du MFA décide l'« institu-
tionnalisation » du mouvement. Le len-
demain, la manifestation contre l'OTAN et les licenciements
est interdite. Il y a 5 000 participants, malgré l'opposition
du PCP.

11-14 mars

- Tentative de Spinola. Vaincu, ce dernier
s'enfuit en Espagne. Création du Conseil
de la révolution.

26 mars

- 4e gouvernement provisoire, dirigé par
Vasco Gonçalves, avec des ministres du
PS, du PCP et du PPD.

Avril-mai

- Nationalisation des banques, des assuran-
ces, des transports, des chemins de fer,
de l'électricité, du pétrole, des transports aériens et terres-
tres, des ciments, de la construction navale, des tabacs et de
l'industrie lourde. Les occupations de terres commencées
dès novembre 1974 se multiplient.

25 avril

- Election de l'Assemblée constituante.
PS : 38 %. PPD : 26 %. PCP : 13 %. MDP :
4 %. Extrême gauche : 4 %.

1er mai

- Mario Soares est empêché par le PCP de
parler aux manifestants.

mobilisation des unités qui cherchaient à résister au putsch (8).

La bipolarisation de classe dans l'ensemble de la société finit par désarticuler ce pouvoir politique chaque fois plus fragile. L'épisode du gouvernement de l'amiral Pinheiro de Azevedo — qui bénéficiait de la confiance du Parti socialiste portugais (PS) et du Groupe des Neuf — se mettant en grève de peur d'être une fois de plus séquestré par les manifestations ouvrières, restera dans l'histoire comme une bonne illustration des rapports de forces. Le message était clair, et seul un coup de force pouvait renverser le rapport des forces. Le putsch du 25 novembre 1975 était dès lors en préparation.

En dispersant les nuages de fumée qui ont été lancés autour de ce putsch, une évidence s'impose : il est vrai que certains partis d'extrême gauche, en particulier des secteurs de la force qui dominait alors, le Mouvement de la gauche socialiste (MES), croyaient en la possibilité et en l'efficacité d'une révolution de Palais pour renforcer l'emprise de la gauche du MFA sur le pouvoir. En réalité, cela devait être pour eux une simple démonstration de force permettant une recomposition à chaud des rapports de forces au sein du MFA. La stratégie du MES était tout à fait cohérente avec cette perspective.

Pour cette organisation, le pouvoir ne se prend pas, on l'occupe. Pour cela, il suffisait d'une alliance entre la gauche du MFA et le PCP, exprimée par la formule « Unité peuple-MFA » (9). Le rapport des forces militaires était effectivement écrasant en faveur du MFA. A Lisbonne, principal centre du pays — cela ne se passait toutefois pas de la même manière dans les autres régions —, le Commandement opérationnel du continent (COPCON, appareil politico-militaire propre au MFA regroupant les unités opérationnelles de métropole indépendamment de la hiérarchie militaire, dirigé par Otelo de Carvalho) regroupait 11 400 soldats, dont 7 000 disposaient d'un entraînement et d'un équipement de commandos (fusiliers marins, parachutistes, etc.). La droite ne pouvait compter qu'avec seulement 800 commandos, sans que tous n'acceptent les ordres de leur chef, Jaime Neves.

Mais l'aspect fondamental de la situation résidait dans le fait que ni la gauche du MFA ni le PCP ne voulaient prendre une telle initiative. Les chefs du COPCON se rendront même, à l'aube du 25 novembre 1975, au palais présidentiel. Il aura suffi d'un coup de téléphone pour les faire venir, car ils n'étaient pas disposés à rompre avec la hiérarchie et l'institution militaires. Ils ont donc continué à obéir aux ordres hiérarchiques jusqu'à ce que

leurs supérieurs les expulsent de l'armée, car les uns et les autres s'opposaient aux SUV et au mouvement d'organisation des soldats, qui modifiaient profondément les conditions de la lutte politique au Portugal. C'est la raison de leur reddition à la hiérarchie militaire.

Malgré la supériorité militaire de la gauche du MFA, la force politique et l'initiative étaient cependant du côté de la droite du MFA. En réalité, les promoteurs du putsch du 25 novembre 1975 représentaient une coalition entre une extrême droite composée par les officiers parachutistes et les commandos des forces aériennes, une droite liée au général António Eanes, chef militaire de cette opération et futur chef d'état-major général des forces armées et président de la République en 1976, et un centre avec Melo Antunes et le Groupe des Neuf qui, peu de

8. Costa Gomes, *Sobre Portugal*, Lisbonne, 1977, p. 89.

9. Le « soutien critique » du MES au MFA était clairement exprimé le 12 février 1975 dans le périodique de cette organisation, *Esquerda Socialista* (Gauche socialiste), où l'on pouvait lire l'appui du MES à « l'institutionnalisation et à la consolidation du MFA, pour lui garantir l'accomplissement de sa double mission : instrument de démocratisation au sein des forces armées et garant des conquêtes progressistes obtenues par les forces populaires ».

la "révolution des oeillets"

- 19 mai — Début de l'« affaire Republica » : les travailleurs licencient les directeurs. Une semaine plus tard, Radio-Renaissance est occupée par la commission des travailleurs.
- 9 juillet — Le PS quitte le 4e gouvernement.
- 13 juillet — Le siège du PCP à Rio Maior est détruit, ce qui se répètera ensuite dans d'autres localités et pour d'autres partis de gauche et d'extrême gauche.
- 16 juillet — Le PPD quitte le gouvernement.
- 21 juillet — Il se constitue, à l'Assemblée du MFA, un « directoire » formé de Costa Gomes, Vasco Gonçalves et Otelo de Carvalho.
- Août — Publication du « Document des Neuf ». Mise en place du 5e gouvernement, dirigé par Vasco Gonçalves. Les Neuf sont suspendus du Conseil de la révolution. Melo Antunes et Otelo de Carvalho préparent un « Document-synthèse » devant servir de base au gouvernement Fabiao. Les officiers du COPCON rejettent le compromis et le gouvernement ne se forme pas. Fin août, rupture du « directoire ».
- 4-6 septembre — Crise au sein du MFA. Les gonçalvistes sont minoritaires et quittent le Conseil de la révolution. Le 5e gouvernement démissionne.
- 10 septembre — Première manifestation des SUV à Porto.
- 19 septembre — 6e gouvernement, celui de Pinheiro Azevedo, formé de 4 ministres du PS, 2 du PPD et 1 du PCP.
- Septembre-octobre — La radio et la télévision sont occupées par des troupes fidèles au 6e gouvernement. Une manifestation récupère le contrôle de Radio-Renaissance.

- 7-9 novembre — Les parachutistes détruisent les émetteurs de Radio-Renaissance sur ordre du gouvernement. Les hommes des troupes parachutistes s'insurgent contre la hiérarchie à cause des ordres qu'ils ont reçus. Pourtant, 123 officiers parachutistes commencent à préparer un putsch réactionnaire, avec l'appui de commandos militaires du nord du pays, de la force aérienne, et des commandos dirigés par Jaime Neves.
- 12-18 novembre — Les ouvriers des travaux publics séquestrent le Premier ministre et les députés. Le gouvernement se « met en grève ».
- 20 novembre — Le Conseil de la révolution destitue Otelo de Carvalho du commandement de la région militaire de Lisbonne. Les parachutistes se révoltent. Ils refusent l'ordre de démobilisation.
- 24 novembre — Des barricades à Rio Maior bloquent les accès de Lisbonne. Les officiers parachutistes sont déjà réunis pour préparer le putsch.
- 25 novembre — Otelo de Carvalho se rend à Costa Gomes, qui annonce l'état de siège et l'interdiction de publication de la presse à Lisbonne.
- 26 novembre — Les commandos encerclent la Police militaire (PM). Sept morts du côté des commandos et un du côté de la PM. Les commandants de la PM se rendent.
- 27 novembre — Les commandos encerclent le COPCON et s'emparent de son état-major. Le COPCON est dissous.
- 6 décembre — Ramalho Eanes, chef militaire du 25 novembre est nommé chef d'état-major général des forces armées.

jours après le putsch invoquèrent Gramsci à la télévision pour justifier ce bloc historique. Avec eux, les partis bourgeois, le PSP et toute l'extrême droite civile, créèrent ainsi les conditions du putsch.

Les actions militaires des putschistes sont très révélatrices de la situation. Toute l'initiative du coup de force est assumée par 100 commandos et des soldats engagés avec 25 chars blindés, soit sensiblement moins que la colonne militaire qui avait organisé le coup d'Etat raté du 16 mars 1974. Ils occupent divers points stratégiques, notamment certaines bases et casernes, et attaquent la police militai-

re où se trouvent 2 000 soldats. Militairement, c'est un échec. Les commandos tirent, mais la riposte les oblige à reculer avec 7 morts. Pourtant, les soldats de la police militaire se rendent, parce que leurs chefs sont allés de suite se rendre au président Costa Gomes qui, lui, soutient le putsch.

La proclamation de l'état de siège et l'interdiction de la publication de la presse à Lisbonne, la confusion et la passivité du mouvement ouvrier, la désarticulation de la gauche militaire étouffent la crise pré-révolutionnaire. L'ordre règne enfin à Lisbonne.

LES PARTIS RÉFORMISTES DURANT LA CRISE

Aussi bien le comportement du PCP durant la crise pré-révolutionnaire que son accroissement numérique et sa consolidation postérieure ont abusé de nombreux militants et commentateurs. Aujourd'hui, le PCP représente une exception en Europe capitaliste. C'est le seul parti communiste occidental resté entièrement fidèle à Moscou (10) qui dispose d'une importante base de masse avec ses 200 000 adhérents, d'une influence électorale représentant environ 20 % du corps électoral, et d'un appui syndical à travers la Confédération générale des travailleurs portugais (CGTP), la plus grande centrale syndicale du pays, qu'il dirige.

Ce succès demeure une référence, en Catalogne par exemple, pour les dissidents du Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC) qui ont constitué le Parti des communistes catalans (PCC). Les interrogations au sujet de la politique du PCP sont diverses. Dans les rangs des dirigeants communistes occidentaux on se demande comment se peut-il qu'une orientation politique apparemment combative bénéficie d'un succès électoral plus important que l'orientation modérée des partis euro-communistes. De nombreux militants de l'extrême gauche portugaise se sont interrogés pour savoir si un parti aussi stalinien et orthodoxe pouvait être « révolutionnaire », et ceux qui ont répondu par l'affirmative à cette question n'ont pas été rares.

Les particularités historiques du PCP sont liées à la trajectoire même du mouvement ouvrier portugais qui, sous la longue dictature, n'a pas connu d'autre parti pouvant assurer une continuité historique (11). Le PCP dispose en outre d'un rapport de forces notable face à la faiblesse des oppositions libérales bourgeoises. L'orientation politique du PCP a accompagné tous les revirements de la IIIe Internationale stalinisée : ce parti a défendu des positions ultra-gauchistes, il a été favorable à la politique d'alliance des fronts populaires, il a soutenu le pacte germano-soviétique en 1939, il a été tout ce qu'on a voulu qu'il soit. Dans la tradition de la gauche portugaise, marquée par la présence idéologique des courants républicains radicaux des années 1920, le PCP a aussi été un parti profondément néo-colonialiste. Il a toujours développé une stratégie d'une « révolution démocratique nationa-

le » comprise comme un soulèvement national qui mettrait fin au féodalisme survivant entre les mains des grands monopoles et propriétaires agricoles.

Cette politique réformatrice s'est appliquée finalement avec les deux particularités constituées par l'absence d'autres forces ouvrières significatives concurrentes (12) et par la faiblesse de l'opposition libérale bourgeoise. Aussi, les fronts électoraux organisés par le PCP pour participer aux pseudo-élections législatives que Salazar organisait pour contenter le « monde occidental », étaient toujours rigoureusement contrôlées sur le plan organisationnel. Ses cadres ont été formés dans cette tradition : une politique réformatrice où l'on cherche à assurer le meilleur rapport de forces possible pour le PCP, ce qui n'est nullement contradictoire avec la soumission à la politique soviétique. Comme le disait Nikita Khrouchtchev : « *Pour manger avec le diable, il faut avoir une cuillère plus grosse que la sienne.* » Et la politique internationale du Kremlin ne perd aucune occasion de s'assurer un meilleur rapport des forces, l'Afghanistan en est un bon exemple.

Le 25 avril 1974 était aussi une occasion magnifique pour le PCP. En contrôlant le mouvement syndical et en étant majoritaire dans les entreprises, avec une forte influence dans le MFA, le PCP a assisté à la réalisation de chaque objectif de sa « révolution démocratique nationale » dans un contexte qui, de plus, surpassait celui de la simple structuration d'un régime de démocratie bourgeoise normale, car la participation des masses dans la vie politique allait en augmentant et était toujours plus active. Mais cette politique a eu deux phases d'application, et on l'oublie trop souvent.

Dans un premier temps, le PCP a parié sur la carte Spínola. Ministres loyaux du gouvernement, les dirigeants du PCP se sont opposés aux grèves et aux occupations : la manifestation de l'intersyndicale et du PCP contre « la grève pour la grève », le 1er juin 1974, est un fait marquant de son histoire. « *Consolider l'Etat* » était alors le mot d'ordre du PCP. Mais les événements se précipitaient, Spínola devait tomber, la crise de « ceux d'en haut » et la lutte de « ceux d'en bas » se sont conjuguées dans la crise pré-révolutionnaire. Le PCP change alors son

orientation et cherche à obtenir des positions de force dans l'appareil d'Etat. Ses actions de soutien à cet appareil d'Etat sont largement prouvées, tant par la pratique des gouvernements Vasco Gonçalves que par son attitude concrète pendant les journées des 25 et 26 novembre 1975. Pour le PCP, tous ces mois présentent aussi un grand danger, avec la possible création d'une situation de dualité de pouvoir généralisée, la radicalisation de ses militants et la perte de contrôle de la direction du parti sur la base, son incapacité à contrôler le mouvement à travers une habile gymnastique dans le MFA, les syndicats et les commissions de travailleurs. La division du MFA et le début de la perte de son autorité sur le mouvement des masses dirigé maintenant par un mouvement de soldats et par les nouvelles avancées des commissions de travailleurs étaient aussi, tant pour le PCP que pour la droite, un signe évident de la nécessité de stopper le mouvement.

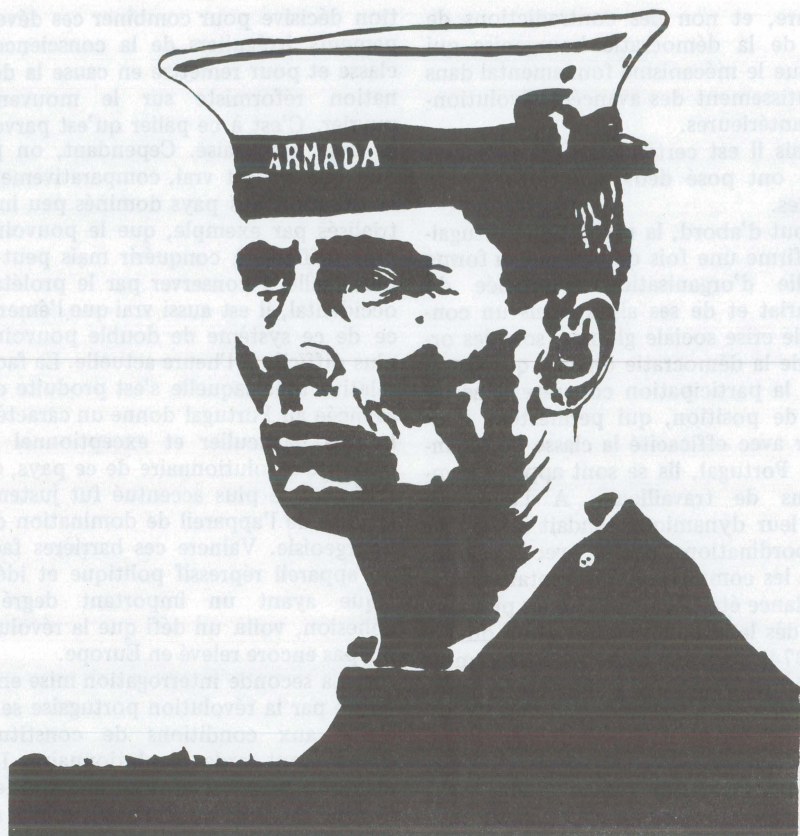
L'offensive de la droite de novembre 1975, dans laquelle le PCP n'a cependant aucune responsabilité directe, étant au contraire l'une des principales victimes de la répression dans les forces armées, permet au parti de maintenir un courant agressif s'identifiant aux « conquêtes d'Avril ». Le parti se renforce, avec le processus d'organisation syndical du mouvement ouvrier et le recul des commissions de travailleurs dans les entreprises. C'est là que se trouvent les raisons de l'ascension du Parti communiste portugais.

Les contradictions de cette progression sont pourtant évidentes. L'identification avec les conquêtes d'avril laisse en suspens un problème fondamental dans l'orientation du PCP, que l'on peut résumer par la question suivante : la situation actuelle est-elle le résultat de la « révolution démocratique nationale » ? Pour échapper à ce problème, le PCP garantit que « la révolution continue », et ce point est resté au centre de tous les congrès qui se sont déroulés depuis le 25 novembre 1975. Ce triomphalisme cache deux réalités : d'une part, le fait que la « révolution démocratique » donne le pouvoir à la bourgeoisie, et c'est bien ce qui est arrivé ; ensuite, le fait que le PCP ne peut plus aspirer à influencer des secteurs de l'appareil d'Etat, comme il l'a fait pendant les 14 mois de la crise pré-révolutionnaire. Sa dernière tentative en ce sens s'est effectuée en relation avec le courant politique qui se reconnaît dans l'actuel président de la République, Antonio Eanes, qui n'est rien d'autre que le chef opérationnel du coup d'Etat du 25

10. Le secrétaire général du PCP, Alvaro Cunhal, n'a-t-il pas été le premier dirigeant à rendre visite à la Pologne normalisée du général Jaruzelski ?

11. Le Parti socialiste portugais (PS) de Mario Soares n'a été fondé qu'en 1973 et dans l'émigration, en République fédérale d'Allemagne.

12. Le PCP connaissait bien le danger que représentait une telle situation pour sa domination hégémonique sur le mouvement ouvrier. De là d'ailleurs la violente réaction de sa direction stalinienne contre la scission des membres pro-chinois de son comité central en 1963, allant jusqu'à les dénoncer à la police politique de Salazar.



novembre 1975 ! Le PCP cherche aujourd'hui à convaincre Eanes de former un parti politique, dans l'espoir de parvenir de cette façon à une restructuration profonde du système des partis, à un affaiblissement du PS et, plus généralement, à une récupération de ses positions.

Un seul facteur retarde l'explosion de ces contradictions : le PS. La structure et la politique du Parti socialiste sont encore le meilleur allié d'Alvaro Cunhal dans la défense de son orientation, parce que si nous avons un « élément exceptionnel » sur la scène politique portugaise, c'est bien le Parti socialiste. Militant pendant quelque temps au Parti communiste, Mario Soares participe, dans les années 1950 et 1960, aux réunions de salon des républicains, et c'est dans cette tradition que se situe son action. Déjà dans la phase de crise ouverte de la dictature, Soares accepte prudemment la possibilité de s'associer au « Printemps marceliste ». « Je pense, écrit-il à l'époque, que la grande majorité du pays est disposée à exhorter le gouvernement (de Marcelo Caetano) dans ses efforts de libéralisation, dans la juste mesure où nous sommes convaincus qu'ils sont sincères et qu'ils conduisent à la démocratisation effective de la vie nationale. (13) »

Imaginons Felipe Gonzalez, dirigeant du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) déclarer quelque chose de semblable à propos de l'amiral Luis Carrero Blanco, ancien Premier ministre espagnol tué par l'ETA en 1973, ou d'Arias Navarro ! La comparaison n'est pas osée. Dans l'ouvrage déjà cité, Soares présente comme modèle de liberté de la presse, la loi présentée par le dirigeant réactionnaire espagnol Fraga Iribarne au début des années 1960. Le second penchant des positions politiques de Mario Soares est représenté par

son option néo-colonialiste : « Ainsi, écrit-il dans le même ouvrage, l'auto-détermination ne signifie en aucune manière l'abandon (des colonies), mais, avant tout, la solution d'un problème en termes d'une perspective essentiellement tournée vers le futur. (14) »

C'est cette tradition qui forme la direction du PS, parti sans aucune influence sociale significative avant la chute de la dictature mais qui, valorisé par ses relations internationales et par sa présence au sein de la IIe Internationale, identifié à la lutte pour la démocratie, canaliser la participation politique d'une grande partie des travailleurs dans l'après-25 avril. Tout comme le PCP, le PS, dans un premier temps, s'adapte aussi au pouvoir spinoliste. Mais il ne se place pas à l'avant-garde des critiques au mouvement gréviste. Il ne

dispose d'ailleurs alors pas des moyens, en termes d'implantation populaire, pour le faire efficacement. Il se limite à soutenir cette dénonciation des luttes. L'un des ministres socialistes, celui des relations sociales, Raul Rego, accepte même de condamner à une amende son propre journal (*Republica*) pour ses articles concernant le refus par deux officiers de réprimer une grève des travailleurs postaux. Mais c'est le PCP qui, durant toute cette période, se montre le plus utile pour le maintien d'un gouvernement qui n'était même pas contesté par les Etats-Unis.

Dans un second temps, devant la crise croissante du MFA et face à la montée de la mobilisation des masses, le PS se retrouve dans le camp de la défense de l'Etat contre l'« anarcho-populisme » et s'allie avec toutes les forces de la droite. L'affirmation de la souveraineté de la Constituante est l'un des aspects de sa politique, mais non l'unique. Le PS accepte aussi un pacte avec le MFA en 1975, et un deuxième ensuite, en février 1976, afin d'organiser le pouvoir politique, définissant ce que les élus doivent approuver concernant l'organisation du gouvernement et de la présidence de la République. Puis, le PS attribue le poste de président de la République au vainqueur du 25 novembre 1975, le général Eanes, qui parvient à obtenir un rôle politique assez important, indépendamment du PS. C'est avec le MFA que le PS comptait pouvoir marginaliser le PCP et reconstruire l'Etat. De fait, il n'y parviendra pas sans l'appui de la hiérarchie militaire. Ce sont donc les blindés de Jaime Neves qui, en novembre 1975, finissent par « résoudre le problème de l'Etat », comme l'a dit, par euphémisme, Melo Antunes.

Dès lors débute l'activité la plus importante du PS, celle de la « remise en ordre ». Mais c'est là une autre histoire. Il suffit, pour la caractériser rapidement, de noter ce qu'un des actuels ministres socialistes, Eduardo Pereira, affirmait récemment avec orgueil et non sans raison : « Le PS arrive à faire ce que la droite a été incapable de réaliser. (15) »

LA RÉVOLUTION PORTUGAISE EN EUROPE OCCIDENTALE

Le mirage d'un Mai 68, voilà comment a été comprise la révolution portugaise par de nombreux observateurs. Spínola vaincu, les soldats qui avaient décoré d'œillets rouges les canons de leurs fusils, évoquaient pour eux la révolution russe triomphante. Toutes les thèses des possibilités d'évolution gradualiste furent ali-

mentées par les succès de 1974 et 1975. Il semblait possible d'occuper le pouvoir sans le conquérir. Un MFA, étrange et progressiste, amenait certains à confondre le Portugal et l'expérience des velasquistes au Pérou. De fait, les analogies historiques ne connurent aucune limite, avec l'armée péruvienne, les dangers du Chili,

13. Mario Soares, *Ecrits politiques*, 3e édition, Lisbonne 1969, p. 117.

14. Ibid., p. 163. On peut rappeler aussi, par ailleurs, que Mario Soares, alors ministre des Affaires étrangères, appuya la participation des organisations angolaises réactionnaires du Front national de libération de l'Angola (FNLA) de Roberto Holden et de l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola) de Jonas Savimbi, aux côtés de l'organisation nationaliste du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) à la table des

négociations pour une indépendance néo-coloniale lors des accords d'Alvor en 1975. Ces accords instituaient un gouvernement tripartite dont la politique fut remise en cause par la mobilisation des masses populaires angolaises. L'échec de cette tentative néo-coloniale ouvrit la voie à l'intervention de l'Afrique du Sud, en 1976, en soutien aux forces du FNLA et de l'UNITA appuyées par la CIA, contre le gouvernement de Luanda aux mains du MPLA.

15. *Expresso*, 1er novembre 1983.

le mouvement ouvrier espagnol, la bourgeoisie des pays dépendants. Tout y passa.

La révolution portugaise doit être comprise à travers les conditions particulières de la crise simultanée d'une dictature et d'un empire colonial, alimentée par un capitalisme industrialisé mais subalterne. Point de rencontre entre un Mai 68 et la révolution africaine, elle dépend un peu de ces deux éléments, mais elle possède avant tout un caractère spécifique. Il ne fait pas de doute qu'on ne réduit pas une réalité nationale à l'unique combinaison des facteurs qui agissent dans le camp international.

Tout d'abord, la révolution portugaise se trouve confrontée à une inconnue : la révolution européenne. Durant des décennies et des décennies, le centre de gravité du prolétariat international, l'Europe, a été une énigme pour la révolution. Depuis la Seconde Guerre mondiale, l'instauration d'un Etat ouvrier, la Yougoslavie, et la formation des Etats bureaucratiquement déformés de l'Est, il n'y a aucune expérience politique concrète qui se rapproche des problèmes auxquels la prise révolutionnaire du pouvoir se trouve confrontée.

Deux crises pré-révolutionnaires, en France en 1968 et au Portugal en 1974, dans lesquelles apparaît à des niveaux différents une pression vers l'organisation d'un double pouvoir, mais non sa réalisation, et de nombreuses crises politiques aiguës qui n'ont pas donné lieu à une lutte ouverte pour le pouvoir, représentent dans l'ensemble des expériences significatives des insuffisances et des aspects négatifs plutôt que des avancées positives concernant la question de la prise du pouvoir. La crise portugaise n'aide pas à répondre à ces questions, et cela, avant tout pour une simple raison : c'est une explosion qui naît du gouffre de la crise de la

dictature, et non des contradictions de l'Etat de la démocratie bourgeoise qui constitue le mécanisme fondamental dans l'anéantissement des avancées révolutionnaires antérieures.

Mais il est certain que ces dernières années ont posé deux questions fondamentales.

Tout d'abord, la révolution portugaise confirme une fois de plus que la forme naturelle d'organisation spontanée du prolétariat et de ses alliés, dans un contexte de crise sociale globale, sont les organes de la démocratie directe, qui garantissent la participation concrète dans les prises de position, qui permettent d'affronter avec efficacité la classe dominante. Au Portugal, ils se sont appelés commissions de travailleurs. A l'automne 1975, leur dynamique tendait à s'élargir aux coordinations locales, avec les syndicats et les commissions de locataires. Cette tendance était évidente dès les premiers jours, dès la grande manifestation du 1er mai 1974, mais elle a tardé de longs mois à s'affirmer et à faire germer une structure coordonnée au niveau national. Simultanément, un développement très irrégulier de la conscience de classe s'est fait jour pendant cette période. Ainsi, des médiations ont joué un rôle dans ce processus irrégulier de prise de conscience. Et notamment les illusions dans le MFA, qui ont été rendues apparemment encore plus crédibles aux yeux des masses populaires par l'avancée du mouvement de lutte sans affrontements majeurs durant un certain temps. C'est pour préparer le dépassement de ces illusions par les masses prolétariennes que l'expérience antérieure d'une « répétition générale » est décisive pour permettre de former une avant-garde ayant une continuité organique et une tradition lorsqu'éclate la crise révolutionnaire.

L'existence d'un système de dualité de pouvoir au niveau national est la condi-

tion décisive pour combiner ces développements irréguliers de la conscience de classe et pour remettre en cause la domination réformiste sur le mouvement ouvrier. C'est à ce palier qu'est parvenue la crise portugaise. Cependant, on peut dire que s'il est vrai, comparativement à la situation des pays dominés peu industrialisés par exemple, que le pouvoir est plus difficile à conquérir mais peut-être plus facile à conserver par le prolétariat occidental, il est aussi vrai que l'émergence de ce système de double pouvoir est plus difficile à l'heure actuelle. La facilité relative avec laquelle s'est produite cette avancée au Portugal donne un caractère à la fois particulier et exceptionnel à la crise pré-révolutionnaire de ce pays, dont l'élément le plus accentué fut justement la crise de l'appareil de domination de la bourgeoisie. Vaincre ces barrières face à un appareil répressif politique et idéologique ayant un important degré de cohésion, voilà un défi que la révolution n'a pas encore relevé en Europe.

La seconde interrogation mise en évidence par la révolution portugaise se rapporte aux conditions de constitution d'une avant-garde révolutionnaire. Il est clair que, même si le socialisme avait été à l'ordre du jour au Portugal, il n'y avait pas, en cet été 1975, les forces pour se lancer à la conquête du pouvoir du moment. La tâche immédiate était encore de créer les embryons d'un pouvoir ouvrier dans le cadre de la société bourgeoise. Il manquait, pour cette conquête, une force cohérente d'avant-garde, qui n'était représentée ni par l'extrême-gauche d'alors ni par la gauche du MFA, et encore moins par le PCP. L'existence d'une telle force, bien avant le moment de l'explosion sociale, était cependant une condition pour qu'elle puisse se développer ensuite. Et, bien évidemment, il n'aurait pas dû s'agir d'une petite organisation, mais bien d'un parti déjà constitué, avec un rapport de forces déjà établi au sein du mouvement ouvrier. C'est seulement dans ce cas qu'il aurait pu être possible d'affronter une situation dans laquelle les conditions pour la construction d'un parti révolutionnaire connaissent de rapides transformations, rendant possibles des sauts qualitatifs qui, nécessairement, modifient la forme, la structure et les perspectives du noyau de départ. Il est peu crédible que puisse se constituer, sans ce type de processus, un parti révolutionnaire dirigeant capable d'intégrer ou de s'intégrer au sein de formes de radicalisation diversifiées qui apparaissent au plan social ou politique, dans les courants du mouvement syndical, dans les partis réformistes et dans les mouvements sociaux. Cela implique également la capacité du noyau révolutionnaire à comprendre et à s'acquitter de cette tâche. Tous ceux qui ont vécu la crise portugaise des années 1974 et 1975 comprennent aisément les énormes possibilités qui se faisaient jour alors pour une avancée vers cette perspective.

Francisco LOUÇA,
Lisbonne, 25 mars 1984.



Manifestation en faveur d'Otelio de Carvalho. (DR).

Pierre Frank est mort, une génération de combattants révolutionnaires qui s'éteint

LE camarade Pierre Frank est mort le mercredi 18 avril dernier, au matin. Il était âgé de 78 ans et avait consacré une soixantaine d'années à militer dans les rangs du mouvement ouvrier. Un dernier hommage lui sera rendu lors de son incinération au cimetière du Père-Lachaise, à Paris, le vendredi 27 avril.

Ernest MANDEL

Avec Pierre Frank, la IVe Internationale perd l'un des tous derniers survivants de la génération de communistes révolutionnaires qui rejoignirent le combat de l'Opposition de gauche soviétique et du camarade Lev Davidovitch Trotsky, dès l'exil de ce dernier, en 1929, par la bureaucratie soviétique en Turquie. Trotsky avait eu une influence particulière au sein de la gauche communiste française, notamment du fait des liens qu'il avait tissés avec des personnes comme les syndicalistes Pierre Monatte et Alfred Rosmer et le communiste Boris Souvarine, au cours et aux lendemains immédiats de la Première Guerre mondiale. Aussi, les différents organes de la gauche communiste française, à partir de 1923, ont-ils donné une large publicité et un appui, fut-il souvent critique, à la lutte menée par l'Opposition de gauche et Léon Trotsky au sein du Parti communiste de l'Union soviétique et de l'Internationale communiste.

AUX COTÉS DE TROTSKY

Mais c'est un petit noyau regroupé autour du surréaliste Pierre Naville, du syndicaliste Alfred Rosmer, et du jeune ingénieur-chimiste Pierre Frank, qui s'identifia pleinement au combat de Trotsky. Dès l'arrivée de Trotsky dans l'île de Prinkipo, près d'Istanbul, Pierre Frank s'y rendit et fit partie du premier secrétariat constitué auprès du vieux révolutionnaire russe. C'est cette équipe de jeunes secrétaires qui aida Trotsky à préparer, en 1930, la première conférence de l'Opposition de gauche internationale, la Ligue communiste internationaliste (LCI) et à rédiger le document de naissance de notre mouvement mondial.

La période 1929-1934 fut celle d'un premier essor du mouvement trotskyste en France. Pierre Frank y participa activement, avec son ami Raymond Molinier, à des fonctions de direction : lancement de la revue *Lutte de classe* et du journal *La Vérité*, campagne de propagande intense face à la montée du danger fasciste hitlérien en Allemagne, campagne d'agitation encore plus intense en faveur du front unique ouvrier pour barrer la route au fascisme, d'abord en Allemagne, puis en France. Cette campagne échoua, avec les

résultats tragiques qu'on connaît en Allemagne ; elle triompha en France, après le 6 février 1934, permettant ainsi une nouvelle montée du mouvement ouvrier dans toute l'Europe occidentale, à partir de cette époque. Mais les succès mêmes obtenus sur le terrain par l'agitation trotskyste créèrent des difficultés considérables pour la construction d'une organisation. La petite organisation trotskyste de l'époque, la Ligue communiste ne pesa pas lourd face aux deux appareils politiques réformistes, celui de la SFIO social-démocrate et celui du Parti communiste français (PCF) stalinien, et à leur étroite collaboration pour étouffer les potentialités révolutionnaires anticapitalistes de l'essor des luttes et des organisations de masse de la classe ouvrière.

Pour déterminer une orientation tactique correcte dans cette situation compliquée, les trotskystes français connurent une série de débats, de différenciations et de scissions graves, dans lesquelles Pierre Frank et Raymond Molinier ne s'engagèrent pas toujours dans le même camp que Léon Trotsky. Certes, il y eut pour le courant trotskyste, pendant cette période

1935-1939, certains développements positifs obtenus au sein de la gauche socialiste, puis dans la gauche du Parti socialiste ouvrier paysan (PSOP) centriste, par le recrutement de personnes comme Jean Rous, David Rousset ou Daniel Guérin, qui rejoignirent temporairement le mouvement trotskyste, ou qui, comme Pierre Lambert et Marcel Hic, le rejoignirent définitivement. Mais la trajectoire fondamentale n'était pas celle de l'essor, mais celle de la stagnation et du recul. A cela s'ajoutèrent, à partir de 1937, le poids de la défaite du Front populaire en France et des défaites de la guerre civile en Espagne, qui ouvrirent la voie à la Deuxième Guerre mondiale.

LES ANNÉES DE L'OCCUPATION

Pierre Frank et Raymond Molinier, avec tout leur petit groupe, séparés du gros des forces qui préparèrent la fondation de la IVe Internationale en septembre 1938, se distinguèrent surtout par la préparation d'un travail anti-militariste et anti-impérialiste en profondeur, qui leur valut la répression et la persécution de la part du gouvernement impérialiste français. Cela amena Pierre à émigrer en Grande-Bretagne, où il fut d'ailleurs également persécuté par le gouvernement britannique, et notamment interné dans un camp de concentration. Il eut la joie d'un début de réconciliation avec le camarade Trotsky à la veille de l'assassinat de celui-ci, en août 1940.

En France occupée, les différentes organisations trotskystes continuèrent à être divisées par des problèmes de tactique, mais elles furent unanimes à poursuivre le combat sous l'occupation, et à aucun moment elles ne firent de concessions, ni à l'impérialisme allemand et à la surexploitation à laquelle il soumettait la classe ouvrière française, ni à l'impérialisme français. La place de choix qu'occu-

Pierre Frank avec Ernest Mandel, il y a quelques années.





Pierre Frank et Marguerite en 1982.

pèrent ces militants dans la lancée de la résistance de masse populaire et ouvrière en France valut à leurs organisations une nouvelle phase d'essor, qui s'étendit de 1940 à 1948. C'est à ce moment que le groupe lié à Pierre Frank en France occupée, dirigé par Jacques Grimblat et Rodolphe Prager, s'orienta, après quelques avatars, vers la réunification du mouvement trotskyste, qui se réalisa en 1944, après la conférence européenne des organisations trotskystes, qui eut lieu en février de cette année-là, en pleine occupation. Pierre Frank, qui avait tiré toutes les conclusions, hostiles au fractionnisme aveugle, de ses propres mésaventures des années 1930, applaudit des deux mains à ce cours unitaire.

Dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale et son retour possible en France, il rejoignit le Parti communiste internationaliste (PCI) réunifié, s'intégra à sa direction et fut délégué par celle-ci à la direction de la IVe Internationale reconstituée autour de Michel Raptis (Pablo). En cette qualité, il prépara activement le 2e Congrès mondial de la IVe Internationale, en 1948, ainsi que tous les congrès successifs de notre organisation, jusque et y compris le 11e Congrès mondial, en 1979. Il fut souvent rapporteur à des réunions du Comité exécutif international (CEI) et à des congrès mondiaux sur des questions politiques et théoriques importantes. Il fut, pendant plusieurs décennies, responsable de la publication de la revue *Quatrième Internationale* qui, sans son engagement obstiné, n'aurait pas connu la continuité qui est aujourd'hui la sienne.

LE SOUTIEN A LA RÉVOLUTION COLONIALE ET LA RENCONTRE AVEC UNE NOUVELLE GÉNÉRATION DE MILITANTS

Avec la fin de la montée révolutionnaire clôturant la Deuxième Guerre mondiale en Europe occidentale, c'est-à-dire à partir de 1948-1949, le mouvement trotskyste français, comme d'ailleurs le mouvement trotskyste dans toute l'Europe occidentale et en Amérique du Nord, connut une nouvelle période de stagnation et de reculs, qui se traduisit par des difficultés internes croissantes et par une série

de scissions, Pierre Frank participa à tous ces combats internes, dont il comprit la fonction au-delà de leur aspect négatif. Il s'agissait en effet d'assurer la continuité programmatique et théorique de notre mouvement à travers des ajustements inévitables, fonction de phénomènes nouveaux auxquels les marxistes révolutionnaires étaient confrontés, tels que la victoire des révolutions yougoslave, chinoise et indochinoise, dirigées par des forces qui avaient leur origine dans le mouvement stalinien international, tout en étant amenées à rompre avec lui sur des questions essentielles de stratégie révolutionnaire pour pouvoir diriger vers la victoire la révolution dans leurs pays respectifs.

Le petit PCI qui survécut dans cette période, et que Pierre Frank dirigea, eut le principal mérite de comprendre l'importance de la révolution coloniale, qui continua à se dérouler dans le monde tout au long des années 1950 et 1960. C'est en raison de cette solidarité que Pierre Frank fut arrêté en 1956. Il eût ainsi l'honneur d'être le seul dirigeants du mouvement ouvrier français à avoir été arrêté pour sa solidarité avec la révolution algérienne. Sous l'impulsion principale de Michel Raptis et de Pierre Frank, le PCI s'était en effet engagé dans la défense active, dans l'appui politique et matériel à la révolution algérienne, à la révolution cubaine, et à la révolution vietnamienne. Il sut ainsi influencer et capter la sympathie d'un large courant de jeunes communistes, au sein de l'Union des étudiants communistes (UEC), qui, spontanément, avait pris la même orientation. Cela aboutit à la création de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR) et, après le coup de tonnerre de Mai 1968, à la fusion entre la JCR et le PCI, pour donner naissance à la Ligue communiste, section française de la IVe Internationale, première transcroissance en Europe des petites organisations trotskystes initiales vers une organisation numériquement plus forte et mieux enracinée dans la classe ouvrière.

La relance de la révolution mondiale dans ses trois secteurs, par l'essor de la révolution coloniale, par la reprise des luttes ouvrières d'ampleur pré-révolutionnaire dans une série de pays d'Europe occidentale, par le Printemps de Prague, permit à

la IVe Internationale de résoudre, du moins partiellement, le problème de ses divisions internes et conduisit à la réunification de notre mouvement, en 1962-1963. Pendant cinq ans, la IVe Internationale réunifiée dut travailler dans des conditions de grande faiblesse organisationnelle et administrative, avec une direction quotidienne réduite en fait à trois personnes, le camarade Pierre Frank, qui en était la cheville ouvrière organisationnelle, le camarade Joseph Hansen, dans les limites permises par la loi réactionnaire Voorhis, qui interdit toute affiliation internationale aux organisations des Etats-Unis, et moi-même. Après la percée du développement de nos organisations, en 1968-1969, notre mouvement sut se donner des structures de direction plus larges, au sein desquelles Pierre Frank continua à occuper une position importante.

De son oeuvre littéraire, qui recouvre de multiples articles et brochures, deux livres doivent être mis en évidence, *l'Histoire de la IVe Internationale*, et surtout la monumentale *Histoire de l'Internationale communiste (1919-1943)*, publiée en deux tomes aux éditions La Brèche, en 1979. Ce livre, qui est le seul ouvrage scientifique, marxiste, consacré à ce sujet capital, illustre toute l'expérience et toute la lucidité de Pierre, acquise en près de soixante ans de militantisme. Il reflète, de même, son souci fondamental de continuité de la théorie et de la pratique communistes, c'est-à-dire marxiste révolutionnaire, au XXe siècle.

Pierre Frank avait un sens très profond de l'amitié, de la générosité, des liens affectifs indispensables entre militants engagés dans l'œuvre gigantesque de reconstitution du monde sur une base socialiste. Vu le désir obstiné de maintenir la continuité du mouvement communiste que notre mouvement incarne, Pierre Frank attachait une importance particulière à toutes les manifestations de renaissance du léninisme et du marxisme en Union soviétique et dans les autres Etats ouvriers bureaucratisés. L'explosion des luttes ouvrières en Pologne autour de Solidarité, l'apparition du livre du camarade Alexandre Zimine, *Le stalinisme et son « socialisme réel »*, sorti d'Union soviétique et publié aux éditions La Brèche en 1983, furent pour lui une source de joie et de satisfaction, qui dominèrent les dernières années de sa vie. Durant toutes les dernières conversations que j'ai eues avec lui, ce sont ces événements-là, ainsi que la nécessité d'attacher la plus grande importance aux différenciations en cours au sein du PCF, qui polarisèrent ses préoccupations.

Adieu, cher camarade, cher ami, frère aîné, ton souvenir vivra dans la IVe Internationale, avec l'existence et la construction de laquelle s'est identifiée toute ta vie. L'essor et la transcroissance de notre mouvement vers l'Internationale communiste de masse de demain, nous permettra de le faire revivre dans toute la classe ouvrière internationale. ■

Ernest MANDEL,
19 avril 1984.

Pierre Frank (1905-1984)

Pierre Frank est né en 1905 à Paris. Ses parents, d'origine russe, y travaillaient comme ouvriers tailleurs. Au cours de ses études d'ingénieur-chimiste il participa, en 1924-1925, à la fondation de l'Union générale des étudiants techniciens de l'industrie, du commerce et de l'agriculture (UGETICA), sous le patronage de l'Union syndicale des techniciens de l'industrie, du commerce et de l'agriculture (USTICA), première organisation syndicale de techniciens créée en France après la guerre de 1914-1918. L'engagement politique de Pierre Frank, qui débuta dès l'âge de 15 ans, l'amena à donner son adhésion au Parti communiste cinq ans plus tard, en 1925. Sur le plan syndical, il milita à l'USTICA et aussi, pendant plusieurs années, à la Fédération des produits chimiques, adhérente à la Confédération générale du travail unitaire (CGTU).

En 1927, il reconnut dans la plateforme de l'Opposition unifiée du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) dirigée par Trotsky et Zinoviev, la réponse au cours néfaste de la direction Boukharine-Staline. Aussi, il se prononça pour les thèses de l'Opposition. Il fut au centre de la création du premier organe trotskyste français, en 1929, *la Vérité*, dont il devint le gérant. Ses prises de position amenèrent son exclusion du rayon du PC d'Aulnay-sous-Bois.

Participant à la fondation de la première organisation trotskyste en France, la Ligue communiste, en 1930, il en resta membre de la direction jusqu'en 1934. En mai 1931, il devient membre du Secrétariat international de l'organisation trotskyste internationale animée par Trotsky.

En juillet 1932, il se rendit en Turquie auprès de Trotsky, toujours exilé à Prinkipo, et fut son secrétaire durant un an.

Revenu en France, il fut un militant de premier rang dans les combats politiques que menèrent les trotskystes en 1934, alors que la division faisait rage dans les rangs ouvriers confrontés au péril fasciste.

Fin 1934, la Ligue communiste décida publiquement d'envoyer tous ses militants dans le Parti socialiste (SFIO à l'époque), où ils formèrent le Groupe bolchevik-léniniste (GB-L). Elu par le congrès de Mulhouse de juin 1935 comme suppléant du CAP (Commission administrative permanente) de la SFIO, il fut exclu de cette organisation en octobre 1935, avec les autres dirigeants du GB-L, sous des prétextes disciplinaires. Le Parti socialiste s'engageait alors dans la constitution du Front populaire avec le Parti radical et le PCF.

A cette époque, une divergence apparut entre les trotskystes français, à la suite des exclusions de trotskystes de la

SFIO. Pierre Frank créa, en décembre 1935, avec Raymond Molinier, un nouveau journal, *la Commune*, qui prônait un regroupement large à l'extérieur de la SFIO, s'opposant à la ligne des révolutionnaires regroupés dans les Jeunesses socialistes révolutionnaires et soutenue alors par Trotsky. Ces dissensions amenèrent à la création du PCI, à côté du GB-L, en mars 1936. Après une éphémère réunification qui donna le Parti ouvrier internationaliste (POI), le PCI reprit son activité propre. Cet éclatement des organisations trotskystes françaises devait durer jusqu'au milieu de la Seconde Guerre mondiale.

En 1939, un mandat d'arrêt fut lancé contre Pierre Frank. Condamné par défaut à plusieurs années de prison, il dut rentrer dans la clandestinité. Arrêté en 1940 en Angleterre, il fut emprisonné dans un camp de l'île de Man, jusqu'en 1945.

Malgré la fin de la guerre, il lui fallut attendre encore un an avant de pouvoir reprendre librement ses activités en France, en 1946, où il participa à la conférence de la IVe Internationale qui consacra la réunification des trotskystes. Dès lors, il fut inlassablement aux premiers postes de la direction de l'Internationale et de sa

section française, assurant à lui seul après 1948 la continuité avec la génération militante d'avant-guerre en France. Il joua donc un rôle de premier plan dans la formation des cadres du mouvement à l'échelle internationale. Il continua parallèlement son activité dans le PCI en France, notamment lors du combat contre la guerre d'Indochine et contre la guerre d'Algérie. A ce titre, il fut une nouvelle fois arrêté et condamné pour ses activités de solidarité avec le FLN algérien.

Le petit noyau qui avait assuré la continuité militante trouva un sang nouveau avec le renfort des jeunes qui, exclus de l'Union des étudiants communistes (UEC) et du PCF, formèrent la JCR en 1966. Fin juin 1968, après la dissolution du PCI et de la JCR par le gouvernement gaulliste, Pierre Frank fut gardé à vue pour complot contre la sûreté de l'Etat.

Après la fusion du PCI et de la JCR et la création de la Ligue communiste, en avril 1969, Pierre Frank continua encore pendant de longues années son travail de dirigeant, avant de renoncer à toute fonction dirigeante à la fin des années 1970.

Organisant la publication de nombreux ouvrages de Trotsky, ayant fait connaître en France la première manifestation d'opposition à la bureaucratie en Pologne (la *Lettre ouverte au POUP*, de Kuron et Modzelewski), il rédigea lui-même plusieurs ouvrages politiques, et notamment *l'Histoire de l'Internationale communiste*, à laquelle il se consacra ces dernières années.

Déclaration de la LCR et du Secrétariat Unifié (SU) de la IVe Internationale

Le Secrétariat unifié de la IVe Internationale et sa section française sont en deuil. Avec la mort de Pierre Frank, ils perdent un de leurs plus valeureux militants, un de leurs meilleurs dirigeants.

Compagnon de Léon Trotsky, fondateur à ses côtés de la IVe Internationale et de sa section française, Pierre Frank fut de tous les combats. Sa vie donne l'exemple d'un militant au service de la révolution et de la classe ouvrière. Jamais il ne faillit, jusqu'à son dernier souffle, même au cours de ces années terribles où, isolés, les trotskystes n'étaient qu'une poignée à dénoncer les crimes de Staline comme les abominations de l'impérialisme.

Pierre Frank, avec la génération militante qui partagea son engagement, nous a transmis un héritage irremplaçable, celui du marxisme, de la tradition révolutionnaire de Lénine et de Trotsky. Contre les trahisons social-démocrates et staliennes, il fut au premier rang de ceux qui perpétuèrent ces acquis révolutionnaires qui sont le socle de notre combat d'aujourd'hui. Il fut celui qui nous transmit ses immenses connaissances du mouvement ouvrier français, sa sensibilité à ses débats et à ses traditions.

Toute sa vie, Pierre Frank mit l'internationalisme, la construction de la IVe Internationale au centre de son action militante. Dans tous les débats et face aux grands choix politiques et organisationnels, il nous enseigna que, comme le disait Rosa Luxembourg, « *c'est dans l'internationalisme que se situe le centre de gravité de l'organisation de classe du prolétariat* ».

Le Secrétariat unifié de la IVe Internationale et sa section française s'inclinent devant la mémoire de ce dirigeant ouvrier, de ce dirigeant révolutionnaire exemplaire. Ils appellent leurs militants et leurs sympathisants à lui rendre un hommage solennel le vendredi 27 avril. A sa compagne Marguerite, qui fut déportée à Ravensbruck pour le même idéal et fut de tous ses combats, la LCR tient particulièrement à apporter, en ces moments difficiles, sa solidarité militante.

Paris, le 18 avril 1984, 10 heures.
Secrétariat unifié de la IVe Internationale,
Bureau politique de la LCR.

Kowalewski ne sera pas expulsé

L'exceptionnelle ampleur de la campagne de solidarité qui s'est développée en soutien à Zbigniew Kowalewski, menacé d'expulsion de France, a été telle que le gouvernement français, saisi de protestations affluant de toutes parts, a finalement dû plier. Le 20 avril, après près d'un mois de mobilisations, il a finalement accordé à ce militant bien connu de Solidarité non seulement le droit de résider en France, mais celui de voyager librement, chose qui lui était interdite depuis plus d'un an. L'article que nous publions ci-dessous fait le point sur la campagne internationale de solidarité qui a permis cette victoire.

Le 28 mars dernier, Zbigniew Kowalewski, dirigeant de Solidarité à Lodz avant le 13 décembre 1981, se voyait « invité à quitter la France avant le 28 avril 1984 ». Kowalewski avait été surpris par l'instauration de l'état de guerre, alors qu'il se trouvait en France à l'invitation de deux syndicats nationaux de la CGT et de la CFDT. Depuis lors, il résidait dans ce pays, consacrant le plus clair de son temps et de ses forces à organiser la solidarité avec « Solidarnosc » clandestin en Pologne.

L'émotion soulevée par la décision du gouvernement français a été immense. Le prétexte officiel invoqué — l'insuffisance de justification de moyens d'existence — ne pouvait apparaître que comme un argument complètement fallacieux. Dès la nouvelle connue, un appel était lancé par une série de personnalités demandant au gouvernement d'annuler cette décision. Et, très vite, c'est par centaines que les signatures individuelles, ainsi que celles d'organisations politiques, syndicales et démocratiques, venaient s'ajouter à celles des initiateurs de la campagne de protestation, dont celles de nombreuses directions locales, régionales et de branches nationales de la CFDT, celles du SNES (Syndicat national des enseignants du secondaire), de la Ligue des droits de l'homme, d'Amnesty International, du Syndicat des avocats de France, etc.

La mobilisation contre cette menace d'expulsion s'est rapidement étendue à toute l'Europe, et les autorités françaises ont vu leurs ministères envahis de télégrammes et de lettres de soutien à Kowalewski. Parmi eux, on comptait de nombreux messages provenant de dirigeants du mouvement ouvrier international, tels Eric Heffer, président du Parti travailliste, Tony Benn, membre du Parlement anglais, Fernando Claudin, Alfredo Tridente, responsable de la commission internationale de la CISL italienne, Fausto Bertinotti, secrétaire général de la CGIL du Piémont, Mario Capanna, député de Democrazia Proletaria au Parlement italien et au Parlement européen, Herman Rebhan, secrétaire général de la FIOM (Fédération Internationale des organisations des travailleurs de la métallurgie), Dan Gallin, secrétaire général de l'UITA (Union internationale des travailleurs de l'alimentation), ainsi que de nombreuses organisations démocratiques, telles que l'Institut Bertrand Russel, l'Association des droits de l'homme de Madrid, etc. En Suisse en particulier, c'est l'ensemble des forces du mouvement ouvrier qui a riposté à cette mesure scélérate par un appel signé par des dizaines de députés cantonaux et nationaux du Parti socialiste, et par l'envoi d'une délégation à l'ambassade de France à Berne, au sein de laquelle on comptait Christophe Berger, secrétaire central du Parti socialiste suisse

(PSS), Ruth Dreifuss, secrétaire centrale de l'USS (Union syndicale suisse, principale centrale syndicale du pays) et Karl Gruber, représentant la CSC (syndicats chrétiens). A leurs questions, il fut répondu que la mesure prise à l'encontre de Kowalewski était certainement une erreur administrative.

Au même moment, en France, une autre délégation composée de représentants des signataires de l'Appel était reçue au ministère de l'Intérieur. Mais elle recevait, elle, un tout autre genre de réponse. Certes, les représentants de Gaston Defferre se disaient « très impressionnés par l'ampleur du soutien, en particulier international » dont bénéficiait Kowalewski, et ils assuraient que la décision d'expulsion serait rediscutée. Mais, en même temps, il ressortait de cette entrevue officielle que le gouvernement avait envisagé d'expulser Kowalewski parce que les services secrets le soupçonnaient d'appartenir aux services secrets polonais.

Pareille accusation est trop grave pour ne pas être fondée sur des preuves. Or, de l'aveu même des autorités, ces preuves n'existent pas. Kowalewski lui-même, et ceux qui le connaissent de longue date, peuvent témoigner de son combat pour le socialisme et la révolution au début des années 1970 en Pologne, à Cuba ensuite, de 1975 à 1979, et enfin de son activité de solidarité avec les organisations clandestines de son syndicat mis hors-la-loi par la bureaucratie polonaise.

Dès lors, il en allait de l'honneur, non seulement de Zbigniew Kowalewski, mais de tous les militants du mouvement ouvrier, de remporter la victoire face aux détracteurs anonymes qui, en voulant lui nuire, cherchaient à atteindre un courant de Solidarité qui lutte pour le socialisme autogestionnaire. La force et le nombre des protestations a finalement permis que le droit élémentaire qu'il réclamait lui soit accordé. C'est une victoire pour toutes les forces du mouvement ouvrier et démocratique qui se sont mobilisées pour empêcher cette expulsion.

« INPRECOR »,
21 avril 1984.

Lors d'un meeting de solidarité avec la Pologne à Paris, à la Porte de Versailles. A la tribune, parmi d'autres, Lionel Jospin (PS), Edmond Maire (CFDT), Louis Mermaz (PS), René-Gérard Schwartzberg (aujourd'hui ministre) et Zbigniew Kowalewski (troisième à partir de la droite). (DR)

